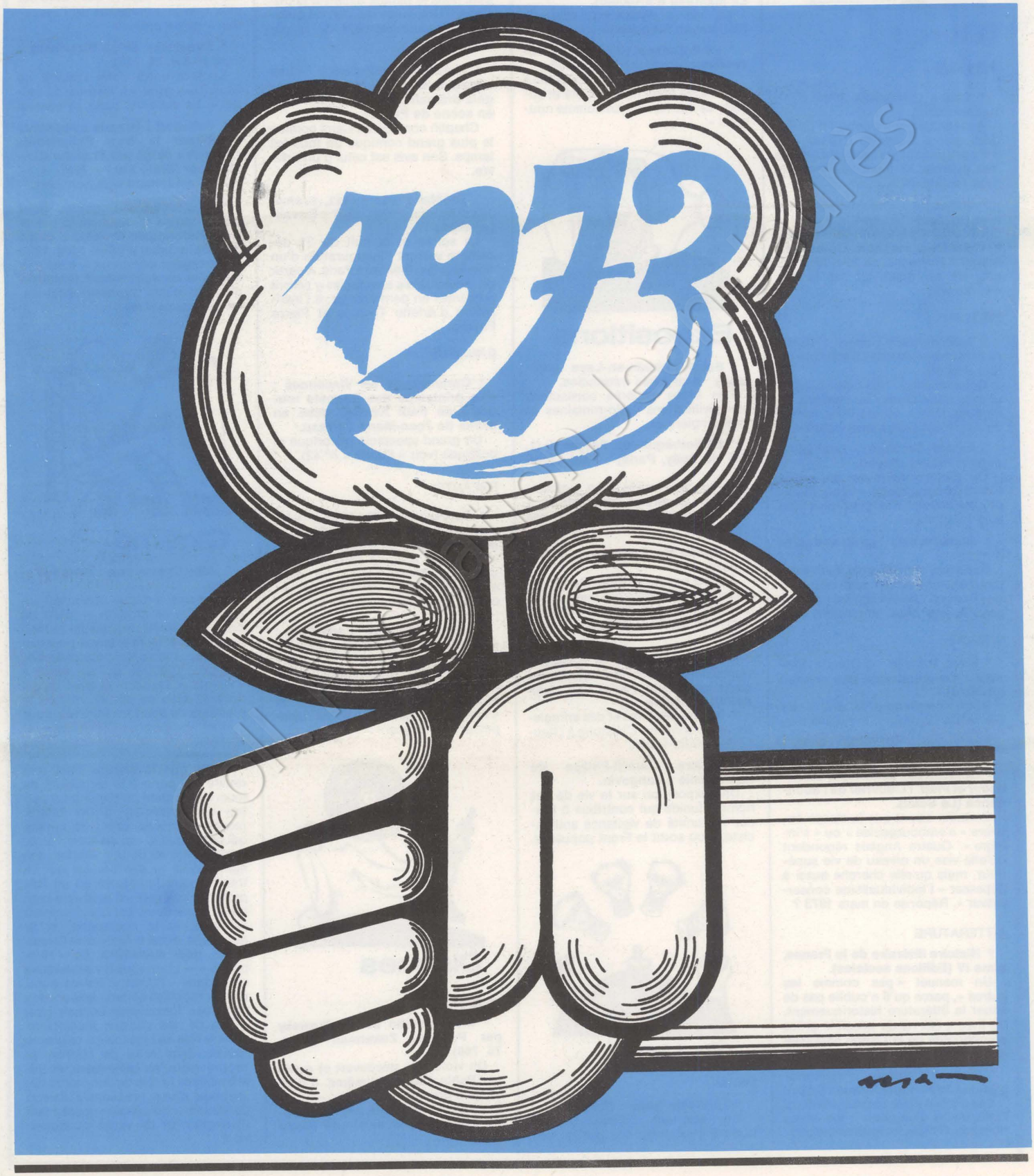
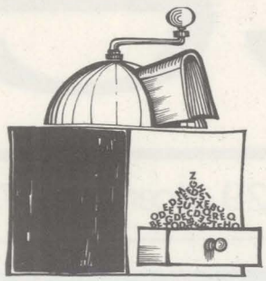
L'unité

N° 45 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 29 décembre 1972



Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Céline : Guignol's band (Gallimard-Folio).**
La réédition en « poche » d'un des plus grands livres de Céline. « On est parti dans la vie avec les conseils des parents. Ils n'ont pas tenu devant l'existence »...

*** Jean Giono : Hortense ou l'eau vive (éditions France-Empire).**
Là-haut, dans le village d'Ubaye, le vieux Félix est mort. Où est son magot ? Hortense, sa fille, le cherche. De ce roman fut tiré le film « L'eau vive ».

HISTOIRE

*** Tulio Halperin Donghi : Histoire contemporaine de l'Amérique latine (Payot).**
Colonialisme, néo-colonialisme, crises, révolutions, innovations et dégradations : où est donc l'unité du continent latino-américain ?

*** Arnold Toynbee : Les villes dans l'Histoire (Payot).**
On parle aujourd'hui d'« explosion démographique ». Mais l'« explosion urbaine » existe depuis bien plus longtemps.

*** Jean Markale : La femme celte (Payot).**
Enfin une société où la femme n'a pas été seulement « l'objet de luxe » de l'homme ! Des exemples pour les civilisés que nous prétendons être.

SOCIETE

*** Marc Kunstlé et Claude Vincent : Le crépuscule des prisons (Julliard).**
Pour comprendre le drame de Clairvaux. La description d'une réalité absurde et honteuse. Qu'en pensent Pompidou et Pleven ?

*** Goldthorpe, Lockwood, Bechhoder et Platt : L'ouvrier de l'abondance (Le Seuil).**
Certains disent que la classe ouvrière « s'embourgeoise » ou « s'intègre ». Quatre Anglais répondent qu'elle vise un niveau de vie supérieur, mais qu'elle cherche aussi à dépasser « l'individualisme conservateur ». Réponse en mars 1973 ?

LITTERATURE

*** Histoire littéraire de la France, tome IV (Editions sociales).**
Un manuel « pas comme les autres », parce qu'il n'oublie pas de situer la littérature historiquement. Ce livre a été rendu possible grâce au concours de la Caisse nationale des Lettres.

*** Charles Baudouin : Psychanalyse de Victor Hugo (Armand Colin).**
Les mythes et les obsessions dans l'imaginaire d'un génie : les frères ennemis, Œdipe, les mutilations, etc

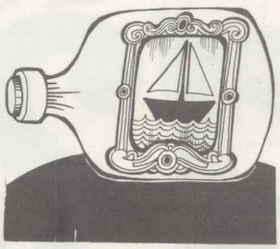
POLITIQUE

*** Guiffan, Verrière et Rafroidi : L'Irlande, milieu et histoire (Armand Colin).**
De sérieuses analyses, faites par des universitaires, qui doivent permettre de mieux comprendre le « brûlot » actuel.

THEATRE

*** Simone de Beauvoir : Les bouches inutiles (Gallimard, coll. Le manteau d'Arlequin).**
La vie à Vaucelles, ville de Flandre, au XIVe siècle.

*** Le Roi Jones : Théâtre noir révolutionnaire (Buchet-Chastel).**
Le Roi Jones met en accusation l'Amérique blanche et raciste et appelle de ses vœux « un homme nouveau ».



Expositions

*** Saint-Germain-en-Laye (château) : Antiquités nationales.**
Des salles entières consacrées aux civilisations gallo-romaines et mérovingiennes.

*** Bibliothèque de l'Arsenal (1, rue de Sully, Paris) : Paul Léautaud.**
La vie et l'œuvre d'un « misanthrope » généreux qui donnait à ses chats ce qu'il refusait à ses amis.

*** Musée de Saint-Denis : Paul Eluard.**
Eluard est né à Saint-Denis. Sa ville natale lui consacre une exposition permanente riche et unique, digne du Musée Rimbaud à Charleville.

*** Musée des Arts et traditions populaires (Bois de Boulogne, route de Madrid, Paris) : La civilisation française.**
A travers des films et des enregistrements sonores. L'Histoire à l'heure de l'audio-visuel.

*** Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : Langevin.**
Une exposition sur la vie de cet homme lucide qui contribua à fonder le Comité de vigilance antifasciste, d'où sortit le Front populaire.



Théâtre

PARIS

*** La Vieille Grille : Bonino.**
Un one-man show. Bonino homme seul. Avec des gestes, des objets, des borborygmes... Sans la « langue » française. Résultat : un spectacle politique et un public hilare.

*** Théâtre du Ranelagh (rue des Vignes, Paris, 16e) : « Pile ou face » de Brabant, mise en scène de Bernard Uzan.**
Il y a ceux qui veulent imposer au peuple le fromage sucré ; il y a ceux qui prétendre lui offrir le fromage salé. Mais le peuple aime-t-il le fromage ? Une pièce qui met en question le fonctionnement de la démocratie.

*** Théâtre Mouffetard : « Les contes camiques », par la Compagnie dramatique d'Aquitaine. Mise en scène de Paquet.**
Chaplin considérait Cami comme le plus grand comique de tous les temps. Son avis est celui d'un orfèvre.

*** Théâtre Présent (211, avenue Jean-Jaurès, Paris, 19e) : Réveillon-théâtre.**
La soirée et la nuit du 31 décembre verront l'inauguration d'un nouveau lieu théâtral à Paris. A partir de janvier, trois spectacles y seront présentés en permanence, à l'instigation d'Arlette Thomas et Pierre Peyrou.

BANLIEUE

*** Cartoucherie de Vincennes : « Le printemps des Bonnets rouges » de Paol Keineg, mise en scène de Jean-Marie Serreau.**
Un grand spectacle historique et politique (voir « l'Unité » n° 42).

ENFANTS

*** Sartrouville (Théâtre) : « Le rossignol et l'empereur de Chine », mise en scène de Bernard Sultan.**
Le jeu de la vérité entre des personnages hétéroclites : un marchand de poires, un acrobate, un scribe, une porteuse d'eau...

*** Massy (Théâtre Paris-Sud) : « La nuit des magiciens », création collective.**
Une fête de l'imagination. Un festival de la couleur et de la lumière. Monde de l'enfance que l'adulte dit « magique » parce qu'il est incapable d'y pénétrer.



Disques

CLASSIQUES

*** Mendelssohn et Tchaïkowsky par Punchas Zukerman (C.b.s. 75 768).**
Un violoniste découvert et guidé par Pablo Casals lui-même. Il tient ce qu'il promettait.

*** Fauré : Requiem, par l'Orchestre symphonique de Berne (Erato Stu 70735).**
Une beauté pure, bercée par l'aventure de la mort. Ah, si tous les croyants étaient aussi calmes et heureux ! Fauré, le très religieux, trouve ici la sérénité des athées.

*** Fauré : L'œuvre pour piano, par Jean Doyen (Erato Stu 70740 A).**
« Nocturnes », « Barcarolles », « Valses-caprices », « Impromtus », « Mazurka », « Préludes », « Romances sans paroles », etc.
L'ensemble prouve que Fauré est plus que le « musicien de l'évocation » qu'on prétend.

*** Stravinsky dirige Stravinsky : Jazz (C.b.s. 76 025).**
Le jazz entra dans l'œuvre de Stravinsky avec « L'histoire du soldat ». La suite est dans ce disque.

*** Schubert : Grande symphonie n° 9 par le New Philarmonic Orchestra dirigé par Théodor Guschbauer (Erato Stu 70 720).**
Le « monument » de Schubert.

*** Beethoven : Concerto pour piano, violon et violoncelle par le New Philarmonic Orchestra dirigé par Eliahu Inbal (Philips 6500 129).**
Beethoven « heureux », c'est très rare. Cet enregistrement témoigne pourtant d'une euphorie évidente, fut-elle passagère.



Cinéma

*** John Cassavetes : Ainsi va l'amour.**
Il y a une véritable publicité souterraine — et gratuite — celle du bouche à oreille, qui assure parfois le succès d'un film lancé pourtant sans fracas dans les circuits de distribution. C'est ce qui est arrivé à « Harold et Maude » et c'est ce qui pourrait bien se passer, malgré la platitude de son titre français, pour « Ainsi va l'amour » (« Minnie et Moskowitz »), de l'Américain John Cassavetes.
Parce que là encore c'est une œuvre qui parle à la sensibilité de tous. Un gardien de parking un peu fou qui ressemble à un Astérix monté en graine, une jolie femme qui passe mal le cap de la trentaine, la rencontre de deux solitudes, des agacements et des colères qui se transforment lentement en un lien profond, tout cela est peut-être bien banal. Mais la vie est constamment présente, et la cocasserie, et la tendresse. Aussi la finesse de Cassavetes, déjà réalisateur de « Husbands » — chroniqué il y a quelques mois dans « l'Unité ». Est-ce aussi d'avoir mobilisé comme acteurs des gens que Cassavetes connaît bien — un de ses anciens techniciens dans le rôle de Moskowitz, sa propre femme dans celui de Minnie, sa propre mère, sa belle-mère, et lui-même dans le rôle de Jim, héros désastreux d'une précédente liaison de Minnie — qui ajoute encore à tant d'affection et de vérité quotidienne ?

Sommaire

3
Bilan : L'année de l'unité

6
La vie immédiate : Chef de l'Etat ou chef de parti, par Pierre Bourgeade
Rencontre : Les chrétiens et le socialisme

8
Social : Les O.s. du tourisme

9
Société : De la neige aux yeux

10
Education permanente : Les marchands de formation

11
Circulation : C'est pas le pied !..

12
Europe : Mansholt et l'autogestion

13
Vietnam : Ne pas y mêler le bon Dieu

14
Littérature : Noyé d'avance
Notes de lecture

15
Théâtre : La farce des notables provinciaux

17
Le livre de la semaine : Pour la mélodie

18
Télévision : Jamais deux sans trois

19
L'œil en coin : Ce peuple maudit...
Télé-sélection

20
Document : Le piège de l'atome

24
Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 21, 22) Daniel Gaujour (page 15) Keystone (pages 11, 20, 21) Samy Poliatchek (page 19) Sabadel (pages 8, 9, 15) Teich (page 7) Vasco (pages 1, 3, 12, 14, 17, 18).

L'année de l'unité

L'année 1972 s'achève, en politique intérieure, sur l'idée désormais largement répandue parmi les Français que la gauche unie pourrait l'emporter aux élections législatives des 4 et 11 mars. Le dernier sondage en date, celui publié par « le Figaro » le 22 décembre, lui accordait en tout cas 46 % des intentions de vote contre 38 % à la majorité et 14 % aux réformateurs.

Même si on les accueille avec les réserves d'usage, ces chiffres permettent de mesurer le chemin parcouru au cours de l'année 1972 qui restera, en tout état de cause, une année cruciale dans la vie politique française.

Le 28 janvier, lorsque paraît le premier numéro de « l'Unité », nous n'en sommes encore qu'à constater la vitalité et le renouveau du Parti socialiste dont la naissance même de ce journal est une preuve concrète. Mais déjà l'éditorial de Claude Estier, appelant à ce qu'un « climat plus serein » préside aux relations entre les partis de gauche, parie sur la possibilité d'un accord entre eux : « A partir des dispositions déjà exprimées par les organisations intéressées parmi lesquelles, au premier chef, le Parti communiste et le Parti socialiste, un accord est-il possible ? Nous ne voyons pas pourquoi la réponse serait négative si de part et d'autre on désire réellement aboutir. »

Cependant, dès sa première chronique, François Mitterrand, traitant des institutions, laisse déjà prévoir la mésaventure que va connaître quelques mois plus tard Jacques Chaban-Delmas : « M. Pompidou ne traite pas mieux M. Chaban-Delmas que le Général de Gaulle ne traitait M. Pompidou. Il s'agit donc au-delà des personnes d'une loi spécifique au système qui nous régit. Deux présidents dans notre marigot constitutionnel, c'est un de trop. La nature est là qui t'invite et qui t'aime : le plus gros mange le plus petit. »

Le droit de chasse

Les ennuis du Premier ministre commencent, en fait, dès février avec l'affaire de l'avoir fiscal, nouvelle pièce au dossier des scandales qui, semaine après semaine, accablent la majorité.

« Le scandale, écrit François Mitterrand, réside dans une société qui produit, entretient et garantit le privilège. J'en veux moins à Chaban-Delmas d'avoir profité de son droit qu'au système qui, en l'appelant droit, sacralise l'inégalité. Le seigneur qui courait le cerf dans les blés mûrs en avait aussi le droit formel. Qu'on s'en souvienne : contre ce droit de chasse et de classe, on a déjà fait une révolution. »

C'est le 25 février que « l'Unité » commente pour la première fois les sondages qui marquent en même temps le recul de Chaban-Delmas et la progression de François Mitterrand qui « signifie, disons-nous, qu'après avoir peut-être hésité quelque temps sur la portée réelle de l'événement, une partie de plus en plus grande de l'opinion comprend que le congrès d'Epinay a véritablement débloqué la vie politique française, que la démarche entreprise par le Parti socialiste est la seule susceptible de redonner à la gauche de réelles chances de succès et que l'union de la gauche est redevenue plausible. »

→













→

Nous arrivons à la veille de la Convention nationale qui va, le 12 mars, approuver définitivement le programme du Parti socialiste « Changer la vie ». C'est l'occasion de mesurer la distance d'Epinay à Suresnes.

Le programme adopté, il en ressort immédiatement une double impression de clarification et de dynamisme : « Un parti rajeuni et renouvelé devenu pôle d'attraction pour de nombreux « non-engagés », ouvert à toutes les techniques modernes, soucieux de faire taire les querelles anachroniques pour prendre en charge l'aspiration de millions de Français à vivre autrement. »

Choisir son terrain

Mais les échos de Suresnes sont à peine retombés que Georges Pompidou relance la balle dans le camp de la gauche. Le référendum-surprise à propos de l'entrée de quatre nouveaux pays dans la Communauté européenne est de toute évidence destiné à diviser la gauche au moment même où va s'ouvrir le dialogue sur le programme commun. Tandis que toute la presse admire « l'habileté » du chef de l'Etat, il s'agit pour nous d'abord de « déjouer le piège » : « L'abstention motivée que l'ensemble des membres du bureau exécutif du P.s. ont retenue comme susceptible de rassembler toute la gauche et qui a été aussitôt proposée au Parti communiste comme au Parti radical et au P.s.u. est bien la seule réponse à faire à une question truquée. Elle n'est pas une réponse négative, mais au contraire l'affirmation d'une volonté qui est désormais celle de la gauche, de choisir elle-même son terrain sans se laisser entraîner sur celui de l'adversaire. »

Socialistes et communistes ne parviendront pas à établir une position commune. Les rencontres qui ont lieu, à plusieurs niveaux, sont même l'objet d'interprétations controversées qui amènent « l'Unité », le 31 mars, à rétablir les faits. La gauche est-elle tombée dans le piège tendu ?

S'il le croit, Pompidou se frotte trop vite les mains, car il apparaît rapidement qu'à défaut d'avoir l'unanimité de la gauche, la position défendue par le Parti socialiste recueille un écho considérable dans le pays. D'autant plus qu'elle s'accompagne d'une volonté très affirmée de préserver les lendemains. « Il est tant d'autres questions, souligne François Mitterrand, qui justifient et exigent l'union des forces de progrès. »

Un flot de propagande grossière s'abat sur les Français durant cette campagne d'avril dont l'un des grands moments oppose, sur les antennes d'« Europe I », François Mitterrand à Edgar Faure (« l'Unité » du 14 avril) ; « Nous, socialistes, lance Mitterrand, nous refusons la politique de M. Pompidou dans son ensemble. Il faut que ce soit clair et que l'on comprenne bien que lorsque M. Pompidou réclame la confiance des Français sur une question ambiguë, qui n'était pas nécessaire, nous sommes amenés à leur demander de refuser de participer à ce qui, à nos yeux, n'est qu'une duperie. »

Quelques heures plus tard, c'est pour Pompidou « le retour de bâton » : 11 millions et demi d'électeurs se sont abstenus, 2 millions ont voté blanc ou nul, soit, au total, 46,65 % des électeurs inscrits. Avec les 17 % de non, il ne reste que 36 % pour Pompidou.

Pour la gauche, en tout cas, le chemin est déblayé et il convient maintenant de revenir aux choses sérieuses : « Le référendum n'a à aucun moment détourné les socialistes des objectifs fixés le 12 mars dernier par la Convention de Suresnes. Aujourd'hui comme hier, ils pensent que l'union de toutes les forces de gauche, depuis le Parti communiste jusqu'aux radicaux qui se refusent à être l'inutile secours d'un pouvoir essoufflé, constitue la seule chance de promouvoir les changements politiques que la majorité des Français attendent... » (« l'Unité », 28 avril).

Les grandes orgues

Tandis que communistes et socialistes engagent avec minutie et discrétion le grand dialogue, les premiers signes précis de désarroi se manifestent à l'U.d.r. Chaban-Delmas recommande aux responsables de son parti de « déchaîner les grandes orgues ». Il va bientôt obtenir la confiance massive de la majorité. On peut imaginer qu'il franchira au moins le cap de l'été. On n'apprendra qu'en septembre, de la bouche même de Georges Pompidou, qu'il était déjà condamné. En attendant, un nouveau grand débat oppose à la télévision, le 12 juin, François Mitterrand, cette fois à Michel Debré. Là encore, s'affrontent deux conceptions de la société : « Nous voulons libérer l'homme, dit Mitterrand, de la situation dans laquelle l'a placé une société capitaliste, dont on voit bien qu'elle est finalement détestée par la plus grande partie de nos concitoyens. Pour arriver à cette libération, il faut à la fois un projet, un idéal et aussi une méthode. »

C'est précisément cette idée qui définit l'accord que socialistes et communistes, après des négociations serrées, achèvent de conclure le 27 juin à l'aube. Le programme commun existe. C'est enfin « la gauche retrouvée », « un très grand pas accompli et cela au moment même où l'embarras de la majorité devient de plus en plus évident. » (« l'Unité », 30 juin).

Aussitôt publié, le programme commun, auquel les radicaux de gauche vont s'associer quelques jours plus tard,













est la cible à la fois de la majorité et des réformateurs, dont Jean-François Revel se fait le porte-parole dans « l'Express »ce qui lui vaut une longue réponse de Mitterrand (« l'Unité », 7 et 14 juillet).

Vérité et "trucs"

La fin de juillet est occupée par la mise en place de la nouvelle organisation de l'O.r.t.f. avec, à sa tête, Arthur Conte et ses « gros sabots ». Nous ne sommes pas dupes : « On peut imaginer ce que sera la télévision dans les mois qui viennent, alors que va s'engager une bataille politique capitale pour l'avenir de notre pays. »

La rentrée de septembre arrive avec ses vérités — la hausse des prix, qui est en train de battre tous les records — et ses « trucs », dont celui du social qu'Edgar Faure est chargé de manier. La majorité croit à un répit. Il sera de courte durée. A la mi-septembre, éclate l'affaire Aranda avec sa gerbe de scandales qui éclabousse l'U.d.r. et ses alliés. Le 21 septembre, devant les journalistes, Pompidou tente de reprendre l'offensive. Mitterrand (« l'Unité », 29 septembre) l'accuse de pratiquer l'amalgame et de « perpétuer un régime qu'aucune réthorique, fût-elle habile à mélanger les personnes et les choses de nature différente, ne m'empêchera d'appeler le pouvoir personnel. »

L'artillerie des balivernes

Avec le mois d'octobre une nouvelle se répand : le Parti socialiste est malade du programme commun, la révolte gronde en son sein, Mitterrand lui-même est au bord de la démission. Les journaux les plus sérieux brodent sur ce thème et demeurent sceptiques quand nous affirmons que « le Parti socialiste n'hésite nullement à assumer le programme commun qui est le sien au moins autant que celui du Parti communiste. »

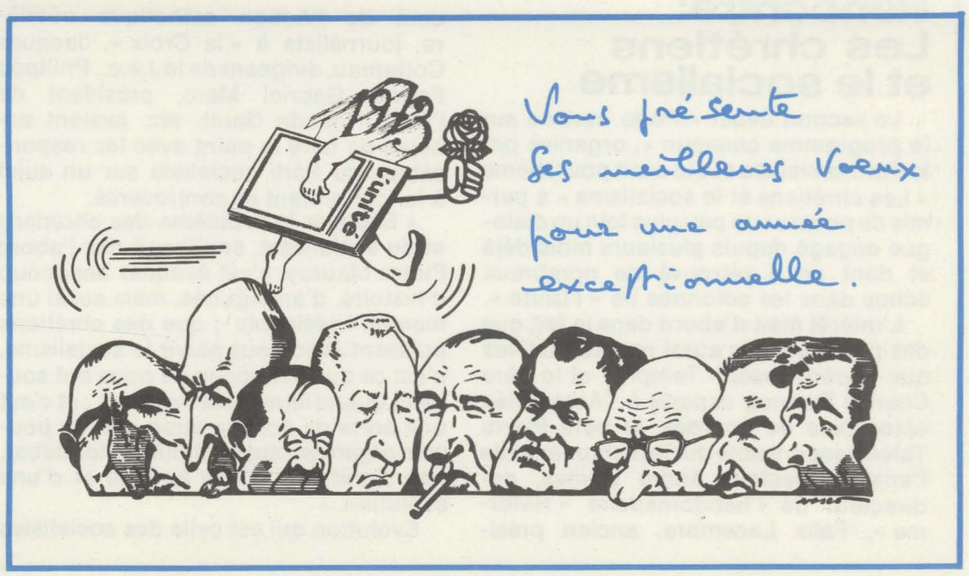
Pourtant, quelque chose est en train de se produire qui est exactement contraire à la démonstration que tente de faire la majorité. Un nouveau sondage du « Figaro » fait apparaître que le Parti socialiste possède de toutes les formations politiques la meilleure image dans l'opinion. « Tous ces feux braqués sur le Parti socialiste ne sont que préliminaires, constate François Mitterrand. A leur intensité on devine qu'au fort du combat il fera chaud. L'artillerie des balivernes lâche son gros calibre. »

Nous voici à la fin de novembre. Willy Brandt vient de l'emporter en Allemagne. Le même jour, on apprend que l'union de la gauche, avec 43 % des intentions de vote, dépasse la majorité, tombée elle-même en un mois de 45 à 42 %. Les jeux dérisoires des milieux politiques parisiens semblent bien laisser les électeurs indifférents. Un extraordinaire démenti leur est apporté, le 1er décembre, par les 100 000 personnes rassemblées Porte de Versailles, pour le grand meeting de la gauche unie. Celle-ci entraîne désormais avec elle un immense courant que les grossières attaques de Peyrefitte, Debré, Messmer et quelques autres ne font que renforcer chaque semaine un peu plus.

Le 20 décembre, enfin, le gouvernement annonce officiellement que les élections auront lieu les 4 et 11 mars. Dès la fin de ce que l'on continue à appeler la « trêve des confiseurs », il ne restera plus que deux mois pour préparer le grand affrontement.

Du moins, c'est le propre d'une trêve n'était-il pas inutile de la mettre à profit pour rappeler comment les choses se sont passées et le rôle que chacun y a joué, y compris ce journal.

ANTOINE VIOLET



Chef d'Etat ou chef de parti

23 décembre - Le président de la République se déclare « excédé » par les bruits selon quoi, violant les principes de la démocratie, il ne tiendrait pas compte de la volonté nationale si la gauche l'emportait aux prochaines élections.

On comprend que ces bruits irritent le président de la République. Qui les répand ?... D'abord, le président de la République lui-même : le 21 septembre, il déclare qu'il nommera le Premier ministre de son choix, quel que soit le résultat des élections. Ensuite, le Premier ministre : le 13 décembre, il déclare que le président nommera un Premier ministre de son choix, quel que soit le résultat des élections. Conclusion : le bruit court que le président de la République n'est pas un démocrate parce que le président de la République lui-même déclare qu'il n'agira pas en démocrate, et parce que le Premier ministre déclare lui aussi que le président de République n'agira pas en démocrate.

Si M. Pompidou parlait aux Français en démocrate, les Français penseraient qu'il est (peut-être) un démocrate. Comme M. Pompidou ne parle pas en démocrate, les Français pensent, à bon droit, qu'il n'est pas un démocrate. Si M. Pompidou était un démocrate, ça se saurait.

Depuis son accession à l'Elysée, le président de la République n'a cessé de mélanger les genres : il agit en tant que chef de l'Etat, mais en même temps il agit en tant que chef de parti. C'est cette confusion, voulue par lui, qui pèse aujourd'hui sur chacun de ses actes, sur chacune de ses paroles. Le chef de l'Etat ne peut être, comme on a coutume de le dire, « le gardien de la Constitution », que s'il s'oblige à respecter scrupuleusement la Constitution, même si cela peut nuire à son parti. Or, M. Pompidou, depuis qu'il est à l'Elysée, ne cesse d'affirmer que la politique qu'il préconise est la seule qui soit bonne pour le pays. Il ne cesse de mettre son autorité de chef d'Etat au service d'un seul parti, au service d'une seule politique. Il ne sert pas la Constitution, il s'en sert.

par Pierre Bourgeade

En agissant ainsi, il creuse sa propre tombe. Il modifie la nature de la prochaine consultation électorale. Les 4 et 11 mars, les Français n'éliront pas seulement une nouvelle Assemblée nationale. Ils se prononceront pour ou contre les institutions, telles qu'elles sont conçues par le président de la République. Ils se prononceront pour ou contre M. Pompidou.

Il n'est pas nécessaire de consulter les sondages pour savoir quel sera le choix des Français. Dans leur immense majorité, les Français sont attachés aux principes démocratiques. Ils ne comprennent pas et ils n'admettent pas que le président de la République puisse laisser entendre qu'il ne tiendra pas compte de la volonté nationale, comme ils ne comprennent pas et comme ils n'admettent pas qu'un Premier ministre désigné par caprice ait pu se dispenser d'engager de lui-même sa responsabilité devant l'Assemblée. M. Pompidou voudrait gouverner la France comme Franco gouverne l'Espagne, comme Pétain gouvernait Vichy. Ce n'est pas possible. L'élection du président de la République au suffrage universel ne peut faire que le peuple abandonne pendant sept ans son destin entre les mains d'un seul homme. Il ne faut mépriser trop ouvertement ni la démocratie ni les Français.

24 décembre - Conversation avec une journaliste hollandaise de passage à Paris. Elle vient de voir « 1789 », à la Cartoucherie de Vincennes. Je lui demande quel moment du spectacle elle a préféré. Elle me dit la scène qui suit la prise de la Bastille, quand tout le peuple chante et danse dans la rue. Revenez à Paris le 11 mars, je lui dis, vous allez voir ce que ça va être. On va chanter et danser pendant huit jours. Ca va être quelque chose de fantastique. Vous êtes sûr ? elle me dit. Bien sûr que j'en suis sûr : on va liquider l'ancien régime, ça sera tout à fait comme en 1789. Est-ce que ces grandes fêtes sont prévues au programme commun de la gauche ? elle me dit. Absolument ! je lui dis. A quel endroit ?... A chaque page.

Rencontre: Les chrétiens et le socialisme

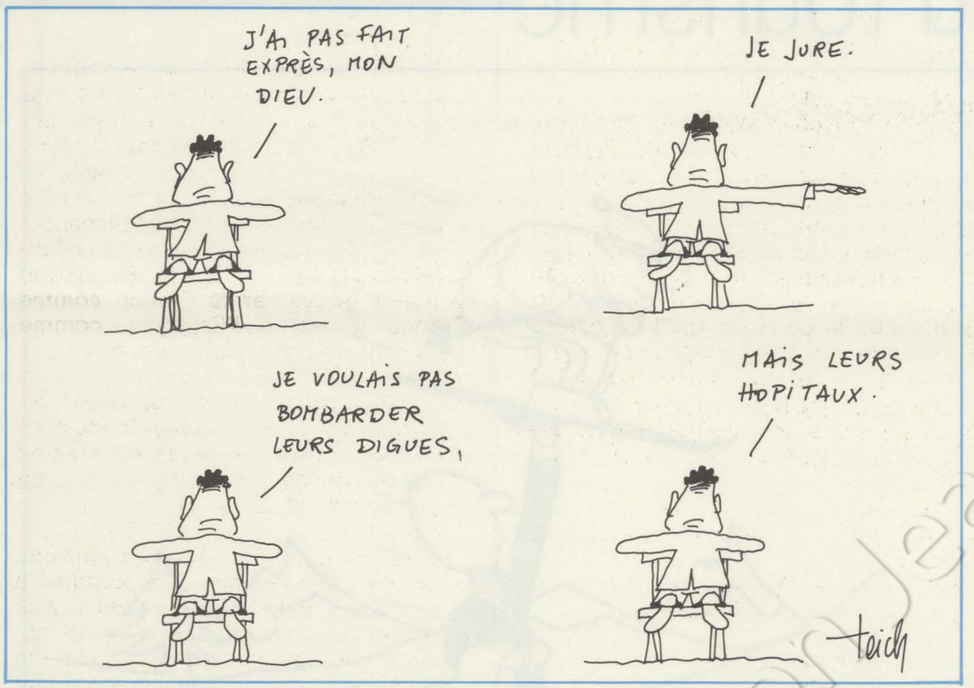
Le second débat « Porte ouverte sur le programme commun », organisé par le Parti socialiste et qui avait pour thème « Les chrétiens et le socialisme » a permis de pousser un peu plus loin un dialogue engagé depuis plusieurs mois déjà et dont on a retrouvé de nombreux échos dans les colonnes de « l'Unité ».

L'intérêt était d'abord dans le fait que des personnalités aussi représentatives que le père Joseph Templier et le père Charles Bonnet, experts à l'Assemblée épiscopale de Lourdes, le père Pierre Talec, responsable du Catéchuménat de Paris, le pasteur André Dumas, co-directeur de l'hebdomadaire « Réforme », Félix Lacambre, ancien président de l'Action catholique ouvrière, journaliste à « la Croix », Jacques Cottereau, dirigeant de la J.e.c., Philippe Farine, Gabriel Marc, président de l'A.c.i., Claude Gault, etc. avaient accepté de faire le point avec les responsables du Parti socialiste sur un sujet à la fois brûlant et controversé.

« Evoquer le problème des chrétiens et du socialisme, soulignait dès l'abord Pierre Mauroy, c'est évoquer beaucoup d'histoire, d'ambiguïtés, mais aussi une marche irrésistible ; que des chrétiens puissent avec nous servir le socialisme, c'est ce que beaucoup de nous ont souhaité quand ils avaient vingt ans ; et c'est une sorte de consécration que de pouvoir organiser aujourd'hui un tel débat, très significatif d'une époque et d'une évolution. »

Evolution qui est celle des socialistes mais aussi, bien sûr, celle de l'Eglise elle-même telle qu'elle apparaît clairement à la lumière des derniers documents de Lourdes, dont le père Templier a résumé ainsi la signification : « L'action politique est en train de gagner du terrain en direction de la vie quotidienne. L'activité politique, aujourd'hui, ne consiste pas simplement dans la conquête et l'exercice du pouvoir, mais aussi à la participation à la vie sociale de toute une population ; les pouvoirs de la politique sont aujourd'hui accrus, le jeu des différents pouvoirs de la politique est de plus en plus compliqué. La politique, à l'heure actuelle, engage le devenir de l'homme (et il n'est que de regarder des titres comme « changer la vie » pour s'en apercevoir). La « radicalité » des affrontements se traduit par une situa-

A contre-pied



Golda Meir à Paris

La venue de Golda Meir à Paris où elle assistera le 13 janvier à la réunion annuelle des leaders de l'Internationale socialiste, semble avoir provoqué une grande agitation dans les milieux gouvernementaux. Dès mardi, « la Nation », avec le tact qui lui est coutumier, écrivait :

« Il est évident que les personnalités qui croiraient devoir répondre, en période électorale, à l'invitation d'un parti d'opposition, ne devraient pas s'attendre à recevoir le moindre accueil officiel en France, même si elles sont dans leur pays chefs du gouvernement. »

Il convient de préciser que le Premier ministre israélien n'a nullement demandé à être reçue par qui que ce soit. Elle répond simplement, avec une quinzaine d'autres leaders socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes, à l'invitation lancée par le Parti socialiste français et en rappelant qu'elle a toujours régulièrement participé aux réunions de l'Internationale socialiste, et encore l'an dernier à Vienne.

L'équipe de Ceyrac

François Ceyrac a pris officiellement ses fonctions de président du C.n.p.f. Le choix de son équipe dirigeante a plus que déçu les membres d'« Entreprise et progrès » et du Centre des Jeunes patrons. C'est-à-dire l'aile marchante du patronat. Le langage de François Ceyrac est souvent social, mais la majorité des hommes qui, avec lui, devront appliquer cette politique appartiennent au patronat de combat.

Comme Pierre de Calan. Dès la semaine dernière, ce dernier a démontré ses préoccupations sociales : en annonçant 210 licenciements au comité d'entreprise de Babcock-Atlantique.

Le pouvoir et la Justice

Le procès de Jean Tramoni, assassin du militant maoïste, Pierre Overney, aura lieu le 4 janvier, c'est-à-dire avant les élections. Selon « l'Express », ce procès aurait dû avoir lieu fin avril. Mais le Parquet en a décidé autrement. Si l'on peut faire peur avant les élections, ce ne sera pas une mauvaise chose.

Puisque le Pouvoir semble désireux d'accélérer la marche de la Justice, ce ne sont pas les procès autour des multiples scandales qui manquent. A commencer par l'affaire Dega, les dossiers Aranda, le procès contre Pierre Bourgeade, autour de l'affaire Touvier. Et la liste n'est pas limitative.

tion conflictuelle ; enfin on assiste, chez beaucoup, à une survalorisation de la politique qui tend, pour certains, à devenir le tout de l'homme. »

A quoi s'ajoute, chez les évêques, la pensée de réconcilier les chrétiens avec la politique. Si les chrétiens veulent aller vers le socialisme, a dit le père Bonnet « que ce ne soit pas seulement en raison des exigences de leur foi mais que ce soit aussi le résultat d'une analyse politique ».

Ceci posé, il convient d'éviter le danger d'un cléricalisme de gauche qui serait le produit d'une nouvelle mode. C'est ce qu'a voulu montrer le pasteur André Dumas en rappelant que le document publié en novembre par l'Assemblée générale du protestantisme insiste sur la notion de responsabilité. Faire de l'homme et de la femme des citoyens responsables, c'est aussi l'objectif que se fixe le Parti socialiste.

« Notre finalité, c'est l'homme, a dit encore Pierre Mauroy. Mais il nous faut le soutien du peuple, et, par cela, nous devons manifester notre exigence : dès lors que nous parlons de libertés, nous les voulons intégralement, comme nous voulons la justice sociale. Il faut ouvrir au peuple les portes de l'espoir. »

Reste la question, posée par le père Talec, de savoir quelle est l'originalité de la contribution des chrétiens engagés dans le combat socialiste.

Réponse de François Mitterrand : « Si socialisme et christianisme se sont opposés, c'est qu'au moment où le socialisme est né, le christianisme avait dévié.

Le christianisme a raté le rendez-vous du XIXe siècle, le rendez-vous du monde industriel, le rendez-vous du prolétariat. Le socialisme était en passe de rater le rendez-vous du XXe siècle, en refusant de considérer que l'homme ne peut pas être cerné, saisi par la seule dimension politique.

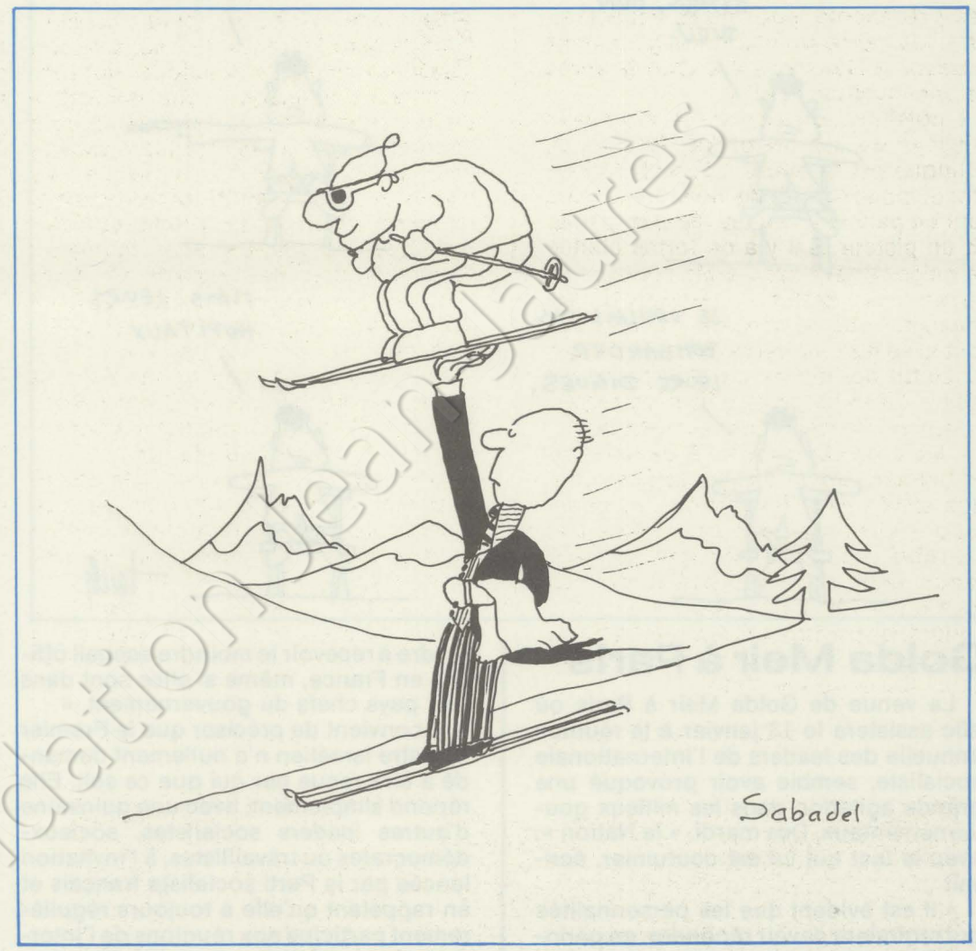
De la rencontre des courants chrétiens et socialistes, dans la mesure où ils sont encore loin de se confondre, naîtra le grand fleuve qui emportera, pour le siècle prochain, l'éternelle barrière.

On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir de projet de l'homme. Il n'est pas possible qu'un chrétien, s'il a l'âme sensible et l'oreille attentive, n'ait pas perçu l'écho d'un formidable renouvellement des valeurs au sein du socialisme. Et c'est pourquoi nous avons tenu à cette rencontre aujourd'hui. »

A. V.

Les O.s. du tourisme

Ah ! que la vie est belle aux sports d'hiver. On choisit une station qui permet de goûter la neige des Alpes et le merveilleux soleil de la Provence. On habite dans un hôtel qui offre l'alliance harmonieuse d'une hôtellerie traditionnelle et la touche originale d'une conception hardie, ou bien dans un appartement d'un grand confort, remarquablement agencé. Pour les loisirs, on n'a que l'embarras du choix : le matin on fait du ski, sur l'une des nombreuses pistes, bien entretenues et desservies par un faisceau de 28 remontées mécaniques. On déjeune sur l'immense terrasse-solarium — à deux niveaux. Ensuite, on peut aller à la piscine : elle est chauffée, en plein air, mais parfaitement protégée. Quand la nuit tombe, on prend l'apéritif au bar, si joli avec ses poutres apparentes, et si gai avec son orchestre. On peut faire quelques courses dans l'ensemble de boutiques et de galeries commerçantes qui sont célèbres et sillonnent la station. Le soir, pour faire un tour dans l'un des trois night clubs qui rivalisent d'originalité, aucun problème : les enfants sont surveillés, en l'absence des parents, par un système d'écoute spéciale. Bref, à en croire les dépliants, une station de sports d'hiver, c'est le paradis. Et bien, ceux qui y vivent toute l'année, ne sont pas contents. Evidemment, ils y travaillent. Et dans quelles conditions !



Faire la saison

Qui sont donc ces travailleurs de la neige dont on parle si rarement ? Employés dans un hôtel, dans un restaurant, moniteurs de ski, employés aux remontées mécaniques, pisteurs qui « dament » les pistes, commerçants, ils se retrouvent tous rassemblés pendant les mois d'hiver dans la station. Comme ils disent, « ils font la saison ». Jeunes pour la plupart, célibataires en majorité, ils viennent travailler là soit parce qu'ils habitent la région et trouvent ainsi un salaire d'appoint, soit par hasard : la Caisse d'allocations familiales de la Savoie, après une enquête réalisée sur 300 salariés dans trois stations (Val d'Isère, les Ménuires et la Plagne), a constaté que la moitié d'entre eux étaient arrivés à cause d'une offre d'emploi.

Comment vivent-ils ? Mal, pour la plupart. Beaucoup de travailleurs dépendent entièrement de leur employeur pour leur logement. La majorité vit dans une chambre. Pas toujours seul : 11 % d'entre eux sont à plus de deux par pièce. Dans l'hôtellerie, les conditions de logement sont encore pires : 56 % des employés occupent des chambres à deux personnes, 16 % vivent à plus de deux par pièce et 28 % seulement disposent d'une pièce par personne. A cause du manque de temps, du prix élevé des denrées dans les boutiques de la station et du manque de confort des habitations, plus de la moitié des O.s. de la neige ne prennent aucun repas chez eux : les pisteurs avalent des sandwiches, les employés des remonte-pentes emmènent une gamelle, les travailleurs de l'hôtellerie sont nourris sur leur lieu de travail.

7 jours sur 7

Quant aux conditions de travail, elles dépendent dans la plupart des cas, de l'affluence, donc des conditions météorologiques. « Le pire, c'est l'hôtellerie, dit un garçon de restaurant à la Plagne. Pas de dimanche. Pas d'horaire. » C'est vrai. L'enquête de la Caisse d'allocations familiales révèle qu'en temps normal, 57 % des employés de l'hôtellerie travaillent 7 jours sur 7,37 % font plus de 12 h par jour et 12 % plus de 15 heures. En période de pointe, cela atteint la démence : 75 % n'ont alors aucun jour de congé dans la semaine. Tout cela dans un climat d'insécurité permanente : dans une station de sports d'hiver, une place sur quatre seulement est stable. La moitié des personnes interrogées ne savaient pas ce qu'elle ferait pendant la saison d'été. On trouve en général son travail par « relations ». Ensuite on dépend de son patron. « L'absence de contrat est fréquente, les licenciements abusifs sont monnaie courante, explique un syndicaliste savoyard. Les hôteliers préfèrent en général prévoir moins de personnel qu'il n'est nécessaire. Mais il suffit qu'ils aient prévu un peu large et que la saison soit mauvaise, que la clientèle soit moins abondante que l'an-

Fondation Jean Jaurès

De la neige aux yeux

née précédente, pour qu'ils licencient. Certains même prennent des gens pour la saison, et les mettent à la porte après les vacances de Noël. »

L'hôtellerie, on s'en doute, n'a pas le privilège de ces méthodes. Partout, la politique est la même : l'employé doit être disponible. « Si les remonte-pentes sont en panne, il faut les réparer la nuit, dit un pisteur. S'il y a de fortes chutes de neige, il faut sans arrêt déblayer et damer les pistes ». Pourtant, les employés des remontées mécaniques sont avec les moniteurs (qui bénéficient du statut des écoles de ski), parmi les mieux défendus puisqu'ils sont arrivés à obtenir une convention collective.

« Il y a un autre mythe à détruire, dit un barman. On dit que les salaires sont plus élevés dans les stations, et beaucoup y viennent pour cela. C'est vrai d'un côté : le salaire moyen est de 1 200 francs. Mais si on est logé-nourri, on nous retire 400 francs. Alors ? ».

Alors, beaucoup font les saisons « en attendant ». Le mariage ou le service militaire. Ou la saison d'été.

MICHELE BACKMANN

Bronzé, vainqueur, rapide, habillé à la dernière mode, les magazines et les dépliants touristiques donnent du skieur une image — socialement — vraie. Les champs de neige sont, pour l'essentiel, parcourus par les membres des professions libérales ou par les cadres en mal d'identification sociale et de repos. Pourtant, les promoteurs des « villages de neige » sont inquiets : l'augmentation des départs (+ 10 % par an) ne suffit pas à rentabiliser leurs opérations. Il leur faudrait une clientèle « étalée », elle ne l'est pas. Il n'y a pas assez de demandes pour contraindre les partants à skier en janvier. Si, pour Noël, février et Pâques, les stations affichent « complet », le reste du temps...

Alors, on invoque le mauvais enneigement, les avalanches. La crise, due essentiellement à l'étroitesse de la base sociale des pratiquants réguliers, devient un accident de parcours. Et pour y remédier, Jean-Pierre Dannaud, commissaire général au Tourisme, vient, avec son « Plan neige », à la rescousse des promoteurs. Car les tours « en front de neige » cherchent encore des propriétaires et les stations construites de toutes pièces, aussi hautes et nues que leur environnement, sont loin d'être les locomotives espérées. Les clients potentiels veulent bien respirer à 2 000 mètres, payer cher pour cela, mais à condition de ne pas être seuls.

Alors, pour attirer et retenir, il faut « animer », offrir autre chose que des pistes. Dans un premier temps, pour élargir la clientèle, on a cherché des modes d'hébergement nouveaux : lits « banalisés » en résidence locative, « para-hôtellerie », appartements groupés en copropriété sous gestion hôtelière, « multi-propriété ». Après avoir écrémé la clientèle pouvant s'offrir un appartement ou un chalet, utilisé deux ou trois semaines par an, il s'agissait d'attirer les ménages au compte en banque moins bien garni.

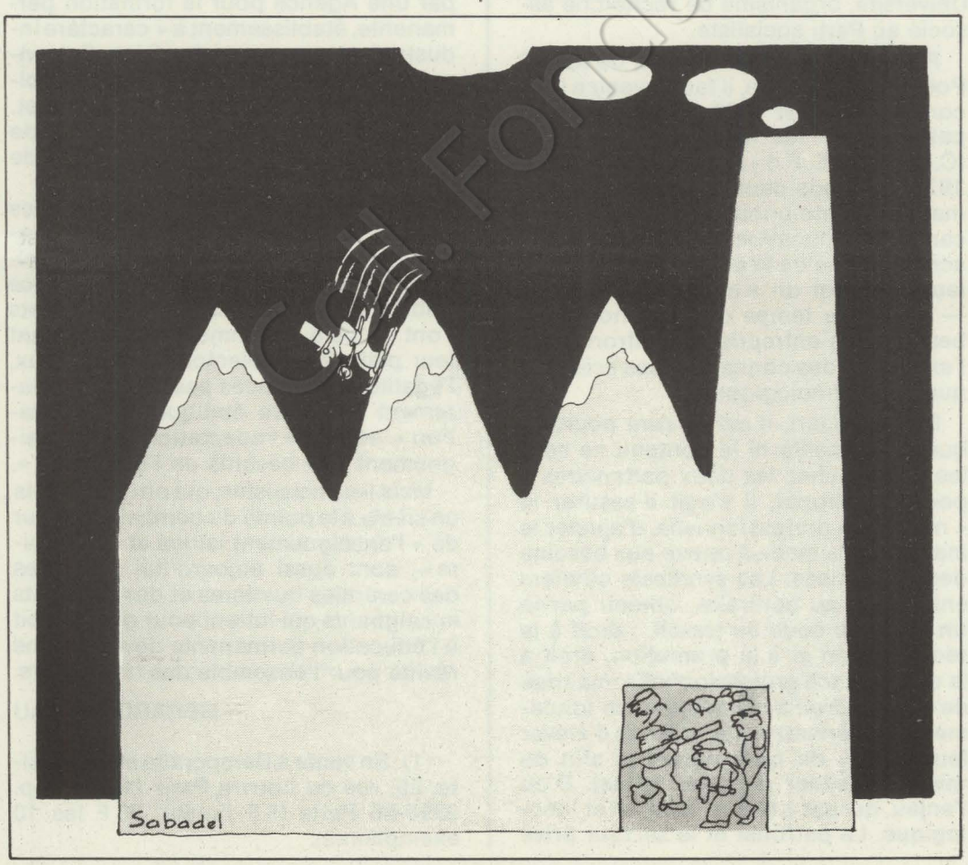
Equipements collectifs

Mais la vente du béton à la chaîne, si elle permettait des bénéfices rapides, tuait la poule aux œufs d'or. Pour passer de la crise de la saison 1970-1971 à un aménagement touristique de la haute montagne, il fallait que l'Etat vienne à la rescousse. Une station de ski ne se résume pas à des champs de neige et à des toits. Il faut des équipements collectifs : remontées mécaniques, routes, téléphone, etc.

C'est le manque d'équipements de loisirs qui fait hésiter les skieurs étrangers à venir en France. Les porteurs de devises ne représentent que 10 % des hivernants. En Autriche, les touristes voisins règnent à 80 % ; en Suisse, à 60 %. Les étrangers nous reprochent non seulement une qualité hôtelière insuffisante, le manque de cohésion des remontées mécaniques, l'absence totale de loisirs d'après-ski, mais aussi des déboursements intempestifs dans les formules « tout compris ». Car le ski français est cher. Au mieux, sept jours aux sports d'hiver coûtent 1 000 F. Un forfait station à Chamrousse, par exemple, 520 F — pension, remontée, deux heures de cours par jour — la location du matériel 150 F ; le voyage et l'argent de poche, le reste. Et l'augmentation prévue pour la campagne 1972-1973 sera de 8 %.

L'Insee, qui rend compte des taux de départ selon le revenu annuel, rappelle à quel point les sports d'hiver restent inaccessibles à la majorité des Français. Les départs sont nuls pour les revenus inférieurs à 15 000 F par an. Ils repré-

→



De la neige aux yeux

sentent 0,5 % de la population gagnant entre 15 000 et 20 000 F ; 3,6 % de la tranche entre 20 000 et 30 000 F ; mais 23,8 % de celle ayant des revenus supérieurs à 50 000 F.

Des efforts particuliers sont faits pour les jeunes. L'Union des centres sportifs et de plein air (U.c.p.a.) offre des séjours à partir de 360 F ; les auberges de jeunesse et l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse permettent également des séjours peu onéreux. Les bourses allouées par le commissariat de la Jeunesse et des Sports, les classes de neige ou colonies de vacances organisées par les municipalités et les comités d'entreprise favorisent l'approche du ski. Ce qui permet aux officiels d'affirmer que ce sport est populaire, en annonçant 1 600 000 pratiquants. Mais, parmi ceux-ci, combien n'y sont allés que pour un seul séjour ?

Droit à la montagne

Le « Plan neige » n'est donc que la coordination, l'aide et l'encadrement — selon le commissariat au Tourisme — des initiatives privées. En compensant l'insuffisance des investissements privés, et en aidant à attirer une nouvelle clientèle. Mais les moyens alloués (23 millions) n'y suffiront pas.

Autre objectif, complémentaire du premier : villages de moyenne altitude. Pour tenter d'y maintenir la population en place, mais surtout pour attirer dans ces stations secondaires une clientèle neuve. De là, la création de stations conçues pour un tourisme (presque) social en liaison avec des réalisations de haute altitude. Moyen pour un plus grand nombre d'adultes — de tous âges — d'avoir accès non seulement au ski mais à la montagne.

Devant les réalisations des comités d'entreprises, des organisations syndicales de loisirs et des associations intercommunales qui mènent des expériences intelligentes et atteignent des coefficients de remplissage satisfaisants, le commissariat au Tourisme reste rêveur. Comment les utiliser, les intégrer, en profiter ? Et d'imaginer un complexe de stations satellites conduisant le noyau « de marque » — les stations de luxe — à la victoire et à la renommée. En quelque sorte, l'acquisition du droit à la neige en respectant l'échelle sociale, les plus privilégiés bénéficiant des sommets...

Josette BARBIER

Les marchands de formation

En cette fin d'année 1972 les centrales syndicales, le patronat et le gouvernement font un premier bilan, celui de la formation permanente. Ainsi la C.f.d.t. publie, à l'intention de ses militants, un volumineux dossier, que Michel Rolant présente en ces termes : « L'enjeu est d'importance. Laisserons-nous au patronat et aux marchands de formation le monopole de la formation permanente ? Nous sommes conscients que le terrain est déjà occupé en partie. Mais cela devra être remis en cause si, avec ténacité, nous menons une action intégrant, entre autres, les revendications sur l'emploi, les conditions de travail, celles de la formation permanente, dont tous les travailleurs et travailleuses doivent bénéficier et pas seulement ceux choisis par les employeurs. » Le Parti socialiste n'est pas, lui, non plus, absent de ce combat, puisqu'il vient de présenter, à la presse une brochure de 120 pages : « Les socialistes face à la formation permanente » (1). Il s'agit de l'édition des actes du colloque organisé par le Parti socialiste à Amiens, en mai dernier, édition réalisée par les soins de Démocratie et Université, organisme de recherche associé au Parti socialiste.

Pourquoi ce nouveau front de lutte ? Pour le comprendre, il faut revenir à l'accord du 9 juillet 1970, réalisé entre le patronat et les centrales ouvrières (C.g.t., C.f.d.t., F.o.) et à la loi du 16 juillet 1971, qui, tous deux instituent « la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ». Cet accord est né de la pression des travailleurs — c'est un « enfant » de Mai 68 — en même temps que des nouveaux besoins des entreprises, confrontées à l'explosion des connaissances scientifiques et technologiques.

Dès le départ, il est évident pourtant que ni la finalité ni le contenu ne sont les mêmes chez les deux partenaires : pour le patronat, il s'agit d'assurer la « mobilité » professionnelle, d'ajuster le marché de la main-d'œuvre aux besoins des entreprises. Les syndicats ouvriers entendent, au contraire, obtenir par-là un nouveau code du travail : droit à la reconversion et à la promotion, droit à la compétence professionnelle (maîtrise de l'outil), droit à la compétence fondamentale (permettre aux salariés d'élever leur niveau de connaissances afin de mieux se situer dans les luttes). D'où l'enjeu, qui est à la fois matériel et idéologique. Le patronat et le secteur privé y ont vu d'abord une affaire de gros sous ; les chiffres sont éloquents : 0,8 % des salaires payés par chaque entreprise en 1972 seront reversés au titre de la formation permanente (2 % en 1976). Soit, d'après une estimation du C.n.p.f., 1 milliard 650 millions dès cette année, 4 milliards en 1976.

On comprend que ces sommes excitent bien des convoitises. C'est pourquoi, chaque jour, se crée au moins un organisme patronal ou à but éminemment lucratif qui, avec une débauche de publicité, propose des stages de formation, à des taux triples ou quadruples de ceux du service public (les universités et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes). Certains trusts comme Hachette se préparent à prendre le monopole des supports audio-visuels. Des pressions sont exercées sur l'organisme officiel d'orientation scolaire et professionnelle, l'Onisep, pour qu'il ne diffuse que peu d'informations sur la formation permanente offerte par le secteur public. Enfin, l'Institut national de formation des adultes (Infa) vient d'être supprimé sans concertation ni texte réglementaire et remplacé par une Agence pour la formation permanente, établissement à « caractère industriel et commercial » (sic). Cet ensemble d'initiatives témoigne de la collusion entre le ministère et le patronat, qui espère récupérer ainsi la plus grande partie des sommes prélevées au titre de la formation permanente.

En fait, derrière cette prolifération des circuits parallèles de formation, tacitement encouragés, se devine une nouvelle attaque contre la notion de service public. Les Républicains indépendants l'ont rappelé récemment en présentant leur plate-forme électorale ; selon eux, l'égalité des chances passe par « l'éclatement du cadre étatique de l'éducation » et par « l'adaptation de l'enseignement aux besoins de l'économie ».

Mais les socialistes, qui ont été depuis un siècle à la pointe du combat en faveur de « l'enseignement laïque et obligatoire », sont aussi aujourd'hui solidaires des centrales ouvrières et des syndicats enseignants qui luttent pour que le droit à l'éducation permanente devienne une réalité pour l'ensemble des travailleurs.

GERARD DELFAU

(1) En vente à Démocratie et Université, 25, rue du Louvre, Paris (1er). C.c.p. 3290-96 Paris (5 F l'unité, 30 F les 10 exemplaires).

C'est pas le pied!...

Qu'est-ce qu'une rue ? L'espace qui sépare deux façades d'immeuble. Une voie de circulation pour les voitures, les camions, les autobus. Une vitrine pour le commerce et les supermarchés. Un peu tout cela à la fois. Mais jamais, du moins à Paris, un lieu où loin de l'oxyde de carbone il fait bon se promener, lécher des vitrines, rencontrer des gens. Bref, vivre.

71 villes d'Europe ont fait avant la capitale l'expérience des rues piétonnières. Depuis samedi 23 décembre, Paris s'est enfin offert ce luxe : un quartier réservé aux piétons. Des panneaux fraîchement déposés interdisent le séjour des voitures dans un périmètre délimité par le quai Saint-Michel, le boulevard Saint-Germain et la rue Saint-Jacques. Enfin presque. Car dans ce dédale de petites rues, au tracé tourmenté, les voitures des riverains et les camionnettes de livraison circuleront encore. Du moins le quartier Latin trouve-t-il un aspect plus clément.

La genèse de cette expérience mérite d'être contée. Elle illustre ce que sont à Paris, cette ville au statut plus que rétrograde, les relations entre les citoyens et l'administration. Le 8 août 1972 un artisan imprimeur, Jacques Essel, passionné par ce quartier et amoureux de sa vie curieuse et souvent folklorique, envoie à chaque habitant une lettre. Elle contient une pétition pour que le quartier Saint-Séverin devienne un îlot protégé de la circulation. Il reçoit un grand nombre de réponses favorables, même des commerçants et transmet le dossier à la préfecture de la Seine. Deux mois plus tard, la préfecture ressort le projet, le simplifie et le réduit à sa plus simple expression : des rues sans voitures. En oubliant de faire la moindre référence à ce travail préparatoire.

Bancs et bacs à fleurs

Mais la préfecture n'a pas été trop loin. Elle a choisi la voie du conformisme le plus simplet. Contrairement à ce qui s'est fait avec succès à Copenhague, à Rotterdam ou à Rome, elle n'a pas aménagé la rue pour le piéton : ni transformation des chaussées, ni bancs, ni bacs de fleurs. Les rues du quartier Saint Séverin ne sont aujourd'hui que des rues où les piétons ont remplacé les autos. Cela manque singulièrement d'audace. Cela déçoit.



Rue piétonnière aménagée à Rome.

Une rue piétonne, ce ne saurait être seulement un lieu de passage dont on a chassé les autos pour que le contrôle des rues, des places et des ruelles, passe des machines aux hommes. Il faut autre chose.

L'exemple de Grenoble montre la voie. Cette expérience s'est faite dans le cadre de la rénovation du centre de Grenoble. Dans un premier temps, la municipalité crée 600 places de parking gratuites ou payantes à moins de cinq minutes de ce centre. Puis cette opération faite, elle décide de rendre la place Grenette, le centre géométrique de la cité aux piétons. Mais elle va plus loin : elle fait changer le bitume des chaussées en dallages, ainsi que l'éclairage, installe des bacs de fleurs, plante des arbres, prévoit des bancs pour les piétons. Parce que la rue est aussi un lieu de rencontre, la municipalité a favorisé l'implantation de cafés et de terrasses sur la chaussée.

Après consultation des usagers et des commerçants, l'expérience a été jugée plus que positive. Et elle a été élargie à la place Saint-André, où fut écartelé et roué Mandrin. Selon les mêmes modalités et pour qu'un véritable ensemble soit mis à la disposition des piétons, la grand rue, qui relie les deux places, a été elle aussi transformée. Ce fut aussi l'occasion de réconcilier animation culturelle et espace public : dans ce lieu privilégié que sont devenus ces rues et ces places, on a organisé des expositions, des jeux pour les enfants et installé des tréteaux pour le théâtre.

En attendant de telles expériences, en attendant que la préfecture de Paris comme les municipalités de Grenoble et de Marseille, par exemple, découvre les vertus de l'audace et se rende compte que pour devenir un lieu de rencontre, la rue doit être aménagée, les habitants de la capitale se contenteront du quartier Saint Séverin et des 29 rues réservées aux piétons les jours de marché. C'est très peu. Et ce n'est pas ainsi que l'on réconciliera le Parisien et sa ville.

CHRISTINE COTTIN

Mansholt et l'autogestion

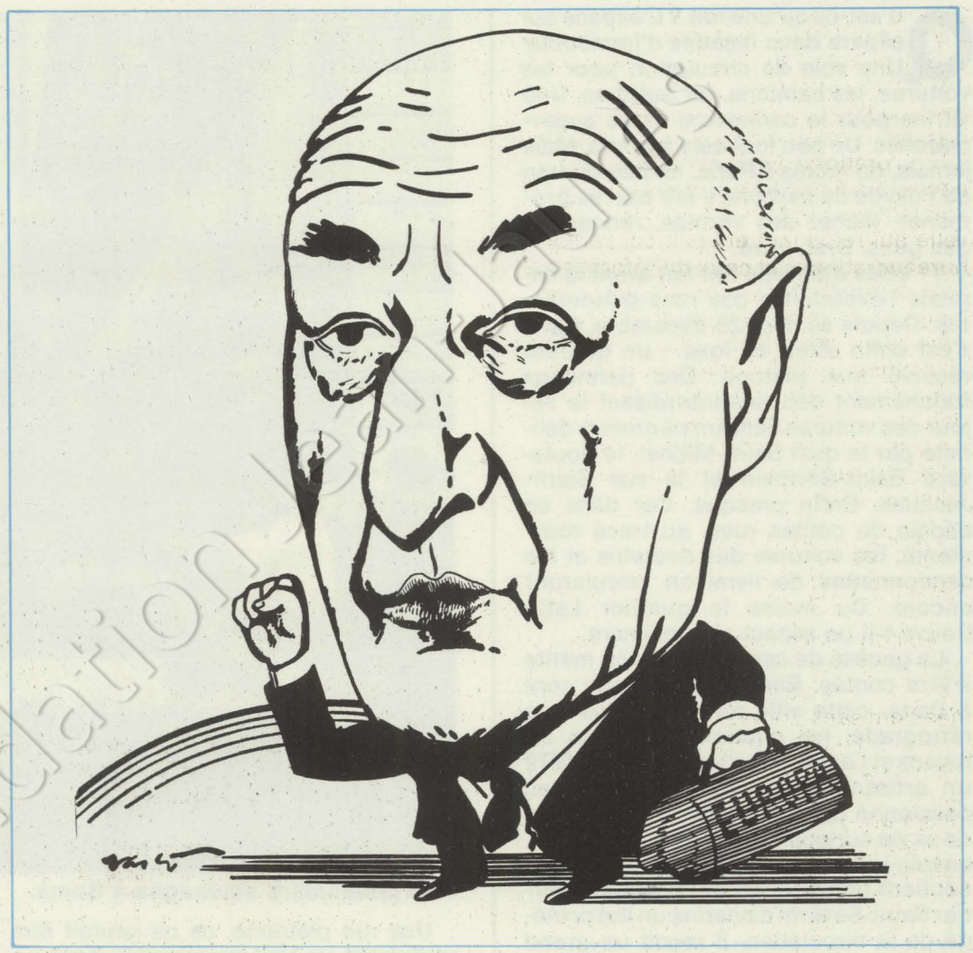
L'année qui se termine restera dans les futurs manuels d'histoire, au moins à un titre, celui de l'élargissement de l'Europe par l'entrée dans le Marché commun du Danemark, de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. On conviendra en effet qu'au niveau des grandes dates historiques, l'acceptation par la patrie d'Elisabeth (la première) et de Victoria d'une quasi-renonciation à la vocation extra-européenne ne manque pas d'importance. Mais plus discrètement et à l'usage des faiseurs de thèse, la construction d'une Europe unie a peut-être également subi un autre coup de pouce.

Du fait d'un personnage apparemment calme, qui devient cependant une sorte de spécialiste de la perturbation. Le socialiste hollandais Sicco Mansholt avait déjà fait beaucoup parler de lui en tant que défenseur redoutable et, pour certains, sectaire de l'intégration européenne et de la supranationalité. Puis la publication d'une note qu'il avait rédigée sur les objectifs de la croissance l'avait fait considérer, au printemps de cette année, par les uns comme un arriéré du progrès, par les autres comme un hippy de la politique. S'interroger en effet sur l'assimilation au bonheur de la course accélérée à la production des biens matériels, gadgets inclus, relève pour beaucoup de l'aberration mentale.

Le voici qui vient de récidiver dans l'audace innocente. Quittant la présidence de la commission de la Communauté, peu de temps après un voyage en Yougoslavie marqué par une longue conversation avec le maréchal Tito, Sicco Mansholt a exprimé, cette fois dans une indifférence quasi générale, quelques idées qu'il ne sera pourtant pas possible d'escamoter.

Un responsable socialiste

D'une part, l'autogestion lui semble être la solution la plus convenable pour le fonctionnement d'une société nouvelle qui serait socialiste. D'autre part, cette solution peut permettre aux socialistes européens de trouver une autre voie que celle du collectivisme bureaucratique ou du réformisme qui ne fait que perpétuer le capitalisme. Point final. Sicco Mansholt n'est plus qu'un responsable socialiste comme les autres, après avoir été pendant plus mois le « premier » parmi les responsables européens.



L'avertissement s'adresse à l'Europe évidemment et aux socialistes sans doute. Pour la première, il est une invitation à prendre la voie du socialisme, ce qui pourrait à la rigueur passer pour une pétition de principe bien naturelle de la part d'un membre d'un parti socialiste, encore que le travaillisme néerlandais n'ait pas la réputation de révolutionnaire. Pour les seconds, il est plus qu'une recommandation, qui devrait rencontrer, en France notamment, une grande audience.

Pour des raisons multiples, le socialisme en Europe occidentale a pratiqué depuis la fin de la deuxième guerre mondiale plus la politique de la présence que celle du changement. On aurait tort de sous-estimer son action, alors qu'elle a contribué à l'acquisition par les peuples de conquêtes sociales importantes, en particulier dans la protection contre la maladie, le chômage, la vieillesse et d'une façon générale contre tous les accidents qui mettent l'homme en dehors du circuit de la production. Mais si les sociétés européennes ont de ce fait évolué, leur évolution s'est produite à l'intérieur du cadre capitaliste et sans que ce cadre ait été réellement remis en cause. Le capitalisme s'est adapté et a absorbé la réforme que la présence social-démocrate lui imposait.

Depuis quelques années, un vaste débat est en pratique engagé à l'intérieur du mouvement socialiste sur cette situation. Il opposerait en apparence deux courants de création fort peu récente, qu'on qualifiait au début du siècle de réformiste et de révolutionnaire. En réalité, il renouvelle un conflit sur la méthode qui n'est pas propre au socialisme, mais a tourmenté à toutes les pages de l'histoire tous les mouvements qui se donnaient comme objectif la transformation profonde de l'ordre social existant. Le caractère « théorique » des réponses ne doit pas cacher qu'elles sont en fait de circonstances : à un moment donné, dans un endroit déterminé du

monde, est-il possible d'accélérer la transformation ? Telle est la question.

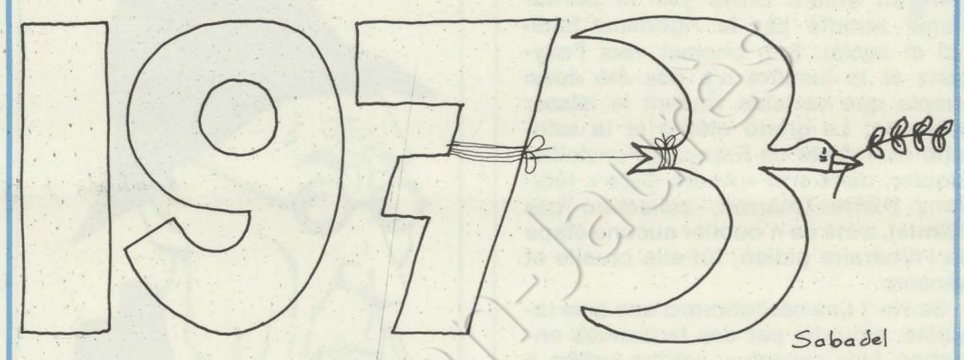
Sicco Mansholt paraît la poser. En 1972 et en Europe occidentale, compte tenu de l'expérience acquise au travers des nombreux modèles du socialisme mis en pratique dans plusieurs pays, est-il possible d'envisager dans un délai raisonnable le passage à une société nouvelle qui refuserait et les inconvénients bureaucratiques et ceux du réformisme? Suivez mon regard, semble dire le Hollandais : il passe des pays de l'Est européen, dans lesquels la copie du modèle soviétique a donné les résultats qu'on connaît à ceux de l'Ouest européen, dans lesquels l'économie du profit privé n'a jamais été aussi florissante en dépit de l'action réformiste des différents partis socialistes.

Réformisme contesté

La cohérence entre le célèbre rapport Mansholt sur la croissance et les réflexions plus discrètes de la fin de l'année tient sans doute au fait que le leader néerlandais n'a pas pu remettre en cause les objectifs de la société dans laquelle nous vivons sans tenter de proposer une méthode pour en promouvoir une autre. C'est parce que la société actuelle est inhumaine qu'il découvre les vertus de l'autogestion, qui a au moins le mérite de donner au plus grand nombre les responsabilités réservées aujourd'hui à la classe dominante. C'est parce que la société actuelle, malgré les améliorations qu'on lui apporte, ne fait qu'aggraver les inégalités entre les hommes et les risques pour leur survie qu'il conteste au réformisme la moindre chance d'arrêter un mouvement conduisant à ce qu'il estime être une catastrophe et de lui en substituer un autre.

Sicco Mansholt a certainement lu avec attention et le programme adopté par les socialistes français et le programme commun de gouvernement. La rencontre entre les idées contenues dans ces documents et celles qu'il exprime est évidente. C'est bien la preuve que ces questions sont à l'ordre du jour, que dans tout le mouvement socialiste des hommes s'interrogent avec force et qu'au niveau européen il n'est plus possible d'éviter le débat sur le comportement spécifique des socialistes dans la construction d'un continent uni.

CLAUDE FUZIER



Vietnam : Ne pas y mêler le bon Dieu

Deux villes sont détruites. L'une par la volonté des choses, l'autre par la volonté des hommes. Managua et Hanoï.

Noël, cette fête étrange qui a dépassé le cadre de la chrétienté, aura dans ces deux villes été vécu au milieu des ruines. Avec, dans le cœur des habitants, les deuils d'hier et la crainte du lendemain.

Les bombardements ont repris sur Hanoï. A Managua, la nature, comme vite lassée de la cruauté, laisse les fourmis humaines ramasser les morts, soigner les blessés et rétablir un semblant d'ordre dans les décombres. M. Nixon, qui est persuadé d'avoir une âme et qui a donné au dieu auquel il croit (on le dit) la concession de trente-six heures sans assassinat, n'a pas de ces scrupules.

Absurde ? Sans doute. Encore que cet absurde-là est le pain quotidien de l'humanité et que, tant qu'une loi morale ne s'imposera pas à tous au-delà des prétentions individuelles ou nationales, il risque d'en être encore ainsi.

Le plus absurde, lorsqu'on y regarde à deux fois, est peut-être l'élan de solidarité qui porte des milliers d'hommes vers la capitale du Nicaragua. Les premiers arrivés ont été des aviateurs américains qui, au péril de leur vie, ont atterri sur un aérodrome en ruines pour apporter les premiers secours. On peut imaginer que l'un d'entre eux, quelques mois avant, servait dans l'U.s. Air Force et participait aux bombardements sur le Nord Vietnam avant son renvoi dans ses foyers. Avec la même bonne conscience du devoir accompli.

Attendons maintenant que le président Nixon débloque des crédits pour le secours au Nicaragua meurtri. Avant qu'il participe, comme il l'a promis, à la reconstruction du Vietnam, lorsque celui-ci en sera passé par ses volontés. Car les affaires sont les affaires et prière de ne pas y mêler le bon Dieu.

Ainsi, ce qui est en cause, une fois encore, c'est une certaine conception des relations entre les hommes et entre les peuples. La confusion entre la charité et la solidarité, entre la compassion et l'aide apportée à ceux qui souffrent et le sentiment d'appartenir à une seule et unique communauté.

Ce qui ne doit pas nous empêcher de verser notre obole pour les victimes d'un tremblement de terre. Mais ce qui doit aussi nous faire prendre conscience de la nécessité de l'action politique, unique façon d'être responsable de son sort et du sort des autres hommes. Les pleurs et les indignations sur Hanoï meurtri ne servent à rien. L'envoi des médicaments ou des ambulances est un concours utile, aussi utile qu'à Managua, mais qui ne guérissent pas le monde de sa maladie profonde et donnent parfois l'impression, comme pour Managua, à ceux qui participent à cette forme de secours qu'ils ont fait tout leur devoir. Non. Il faut plus encore. Il faut changer l'ordre des choses pour changer l'ordre des âmes.

C.F.

Noyé d'avance

Avant d'être le modèle littéraire d'une jeunesse, André Gide a été un enfant broyé par le puritanisme étouffé par le rigorisme familial et social. Son chemin vers l'oxygène et la lumière n'a pas été aussi simple que certains veulent le laisser entendre. Le grand mérite et la salutaire honnêteté de François Fonvieille-Alquier, dans son « André Gide » (éditions Pierre Charron, collection Les géants), a été de n'oublier aucune étape de l'itinéraire gidien, fût-elle cruelle et gênante.

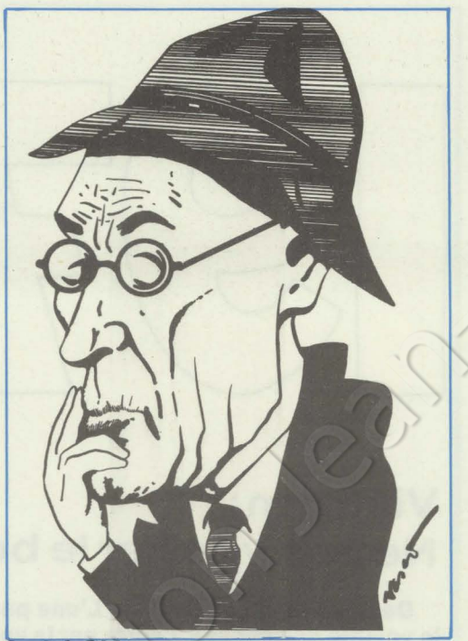
Sa vie ? Les hésitations d'une âme inquiète, alourdie par des fantasmes enfantins. Une existence entière suffira à peine pour dresser le bilan émotionnel du premier âge. Son œuvre ne saurait être autre chose que la relation de son déchirement entre l'implacable image de la mère (symbole d'enracinement, de sécurité et de tradition) et la curiosité maladive qui l'habite (moteur de l'évasion vers l'inconnu). En Madeleine, sa femme, il ne fera que tenter de retrouver sa mère. En Afrique ou à Moscou, il essaiera d'échapper à ses origines, à son milieu, à sa pesanteur de notable par naissance. Combat entre le démon et l'ange, entre le conservateur et l'assoiffé de justice nouvelle.

Cet écartèlement est d'importance. Puisque, comme le démontre Fonvieille-Alquier, il est le ferment de la lucidité d'un homme. Loin des hypocrites et des avaleurs de couleuvres, Gide ne put jamais être un inconditionnel. A preuve : son œuvre littéraire, rebelle et boursouflée, ne fut jamais tendre pour sa classe sociale d'origine, la bourgeoisie. A preuve encore : ses espoirs déçus dans la jeune U.r.s.s., il ne sut les taire ; et l'histoire prouve qu'il fut l'un des premiers à renifler la gangrène stalinienne aux beaux jours de la santé bolchévique.

Quoi d'étonnant si, face à cette clairvoyance, ses ennemis les plus divers se réconcilièrent sur son dos ? Vichy et les résistants de la dernière heure en firent leur tête de turc. Mais à quoi bon enfoncer la tête du noyé sous les flots ?

L'ouvrage de Fonvieille-Alquier n'a d'autre sens que celui du constat : la mort sociale minait Gide dès sa venue au monde ; que pourrait-il servir de lui reprocher d'avoir cherché le salut dans toutes les directions ? Ce n'est pas Gide qui est condamnable ; c'est la société qui produit de tels individus. Avec maîtrise et rigueur, le livre de Fonvieille-Alquier le dit clairement.

J. M.



André Gide.

A Nevers, l'avenir se présente bien pour les forces de gauche. La campagne électorale est déjà commencée. Mais d'une manière un peu bizarre : pourquoi la droite tient-elle des meetings à la Maison de la Culture ? Pourquoi l'assistance ne cesse-t-elle d'en rire ?

Réponse : en vérité, les Nivernais sont dans la joie parce que le spectacle présenté chaque soir à la Maison de la Culture ridiculise à l'avance tous les beaux discours que pourra faire, dans les semaines à venir, le candidat U.d.r. La pièce, adaptée de Labiche, s'intitule « Trois journées mémorables sous le Second Empire » et raconte l'ascension sociale de ce brave M. Montaudoin, notable aux petits pieds, qui rêve de députation et donne, pour ce faire, dans la démagogie que nous connaissons bien. M. Montaudoin ressemble comme un frère au notable local gaulliste qui fut maire de Nevers jusqu'en 1971 : hâbleur comme lui, suffisant comme lui, écla-

Notes de lecture

Femmes en prison

Nicole Gérard a tué son mari. Elle a été condamné à dix ans de réclusion. Avec le jeu des remises de peine, elle est restée 7 ans en prison. Elle a connu la Petite Roquette, puis la centrale de Rennes. Elle a vu défiler près de 10 000 femmes. Dans « Sept ans de pénitence » (éd. Laffont), elle raconte. Comment la prison détruit. Comment les condamnées rechutent et reviennent, dans la majorité des cas. Comment certaines se suicident, soit parce qu'elles ne supportent plus la prison, soit parce qu'à la veille d'être libérées, elles ont peur du monde extérieur. La leçon de son livre : bien rares sont celles qui « s'en sortent ». Un des premiers livres sur les prisons de femmes : il faut le lire.

Drôle, triste

Des manifestants face à face : d'un côté les hommes, de l'autre les femmes, prêts à s'affronter, le visage mauvais. Des deux côtés, ils brandissent des pancartes où l'on peut lire « Love ». C'est sur cette image qu'ouvre le dernier livre de Sempé, « Face à face » (éd. Denoël). Il est, comme toujours, triste et plein d'humour. Un des meilleurs dessins : un grand magasin à l'heure de la cohue, et faisant leurs courses, des hommes. Dans un coin, un des acheteurs dit à un autre : « Je ne me rappelle plus... C'était en 71 ou 72 qu'a commencé ce truc qui nous faisait tellement rire : le Mouvement pour la libération de la femme ? ».

Approches de Sartre

N'en déplaise à certains et à leur ostracisme politique, Jean-Paul Sartre est bien le philosophe français contemporain le plus important. La conscience moderne s'organise autour de ses écrits. Et ce n'est pas un fait du hasard.

Il y a peu de bonnes introductions à Jean-Paul Sartre. A son œuvre parfois difficile, voir sa « Critique de la raison dialectique ». Laurent Gagnebin dans un livre remarquable par son intelligence et sa lisibilité nous propose une introduction à Sartre sous ce titre : « Connaître Sartre », éditions Resma.

Laurent Gagnebin dégage le mouvement cohérent de la pensée existentialiste. Entre l'idéalisme reposant et les embûches d'un matérialisme mécaniste, Jean-Paul Sartre a choisi une voie : celle de l'homme.

N. B.

La farce des notables provinciaux

boussé comme lui par des scandales. Voilà donc enfin du théâtre qui trouve du répondant dans la population. Et qui démontre, si besoin s'en faisait encore sentir, qu'entre le règne du Napoléon III - Badinguet et celui de Pompidou, les similitudes sont évidentes.

Mais l'essentiel de la qualité de « Trois journées mémorables sous le Second Empire » ne tient pas à cette seule et lucide analogie historique. Ce spectacle représente d'abord un travail d'adaptation hors du commun. Effectué par Alain Halle-Halle. « Notre adaptation de Labiche, dit-il, est très libre. Au départ, trois pièces en un acte : « La grammaire », « Les 37 sous de monsieur Montaudoin » et « L'affaire de la rue de Lourcine ». La première pièce raconte les fiançailles de la jeune fille d'un négociant en bois ; la seconde, le mariage de la fille d'un rentier ; la troisième comporte comme anecdote secondaire la relation d'un baptême. Nous avons relié ces trois actions en supposant que les trois événements se déroulaient dans la même famille : celle du négociant en bois Montaudoin. Le spectacle devient donc la relation de trois moments privilégiés dans la vie du bourgeois Montaudoin : fiançailles, noces, baptême. »

Les "petits chefs"

Mais l'adaptation de Halle-Halle est plus que la recomposition d'un canevas à partir d'éléments disparates. Il a su en faire la véritable relation historique d'une époque à travers la vie d'un serviteur du pouvoir politique en place. Ainsi voyons-nous Montaudoin réélu président du Comice agricole quand il fiance sa fille, puis élu maire d'Arpajon quand il la marie, enfin se présentant aux législatives pour le baptême de sa petite-fille. Et, à travers l'évolution du notable, à travers l'idéologie de ses phrases, on voit évoluer la politique d'une classe sociale présidant aux destinées d'un pays : la bourgeoisie française, pilier du césarisme de Napoléon III. Cette judicieuse progression historique, ce travail méticuleux de Halle-Halle ne peut faire autrement qu'appeler des « correspondances » : et si l'on analysait le contenu et l'évolution des discours de la bourgeoisie gaullienne du coup d'Etat — légitime, bien sûr ! — de 1958 jusqu'aux bêlements apeurés du prince-Pompidou !

Autre réussite du spectacle : la mise en scène. Encore signée Halle-Halle.



Montaudoin, sa famille et son valet.

Elle montre clairement, comme décors s'effondrant ou masures s'écroulant, la lente dégradation d'un régime politique. Elle met au premier plan la morale mercantile d'une classe sociale. Elle souligne de quelle manière, du premier au dernier acte de la pièce, s'agrandissent les lézardes et les fissures de l'édifice impérial basé sur une autorité et des maximes décadentes. Elle dit clairement de quoi est peu à peu victime la caste des « petits chefs », des Montaudoin et de ses semblables : de ses propres crédo imbéciles et de ses phobies hallucinantes, telles que l'Ordre et l'Honnêteté. Autant de fausses valeurs qui ne sont là que pour sauver les apparences et camoufler la réalité : la droite n'entend imposer une morale que pour mieux se livrer dans l'ombre à ses actes immoraux, à ses marchandages inavouables, à ses quêtes dérisoires du profit à tout crin. D'où une versatilité d'attitudes que nous connaissons bien, allant du faux-libéralisme affiché à la menace grandiloquente. La fin du spectacle est, à ce propos, extraordinairement limpide : quand la classe dominante menace en prenant des grands-airs Guignol dignes de « Charlot policeman », c'est que l'incertitude la gagne, c'est que le désarroi commence à miner ses privilèges. Alors commence, pour les notables, la triste fable de leur perdition historique.

A partir de ces données sommaires, on aura une idée de l'importance du spectacle de l'Atelier-Théâtre dirigé par Jean Lauberty. On aura conscience que, sur les scènes provinciales, le vent commence à souffler dans le bon sens. Mais il reste à éprouver la truculence et la rigueur d'un tel travail au cours d'une représentation. Il reste à apprécier le haut degré du jeu des comédiens, la justesse de ton du décor de Serge Marzolff et la musique parodique de Noël Dumont. Il reste à courir voir ce spectacle — à Nevers ou ensuite en tournée. Et nul doute qu'au tomber du rideau vous soyez d'accord avec nous pour rire des malheurs de tous les Montaudoin à qui le Président-successeur-de-Qui-vous-savez a un peu légèrement promis monts et merveilles.

JEAN MONTAGNARD

Fondation Jean Jaurès



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

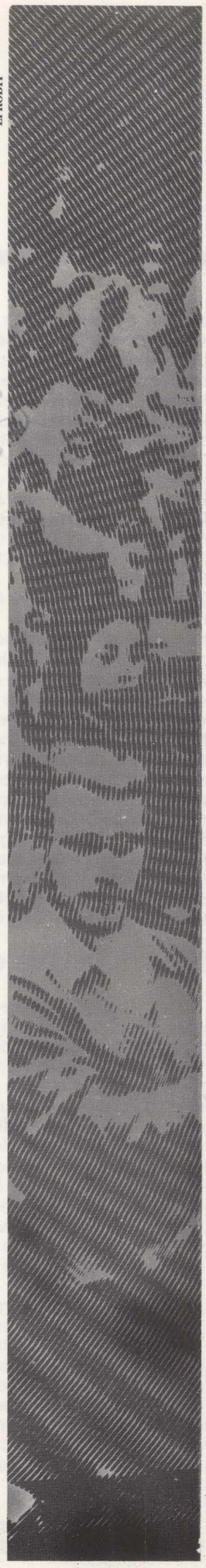
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Pour la mélodie

« La profonde cassure qui s'est produite entre la musique actuelle et les masses ne peut absolument pas être assimilée à une cassure entre le peuple et l'art. Elle correspond uniquement à la distance naturelle et nécessaire qui doit séparer l'authentique du fabriqué, le vrai de l'artificiel. Le peuple qui est à la fois la source, le porteur et le récepteur de toute création intellectuelle ou artistique a justement soif de ce qui est authentique et vrai. Il est attiré par la vie. La création l'enchante. Les œuvres avortées le rebutent. Cette cassure que nous constatons est finalement positive. Elle fait honneur au peuple et à son jugement.

Le génie musical des peuples s'exprime par la mélodie tout comme celui des compositeurs. La musique démotique — ou folklorique pour employer un terme français approximatif — s'est enrichie au cours des siècles d'innombrables mélodies. Le rythme qui, la plupart du temps, est un rythme de danse, apparaît comme le caractère essentiel de cette musique, après la mélodie.

Les mélodies populaires et leurs rythmes diffèrent selon les peuples et selon les époques. Mais elles sont toutes créées par la sensibilité humaine et, par un phénomène de retour, elles font vibrer les cordes les plus sensibles des hommes. Elles nourrissent l'imagination. Elles modèlent, selon leur contenu, notre monde psychique. Elles constituent en dernière analyse un élément très précieux de l'esprit humain.

Pourtant, c'est à peine si, dans ce domaine, nos sociétés actuelles conçoivent les responsabilités qui leur incombent. C'est à peine si elles entrevoient le grand rôle que la musique peut et doit jouer dans notre avenir. A une époque où même les bergers ont remplacé leurs flûtes traditionnelles par des radios à transistors, nous sous-estimons les possibilités que nous offrent pour l'élévation du niveau culturel tant l'art en général que la musique en particulier. Je pense que, de tous les arts, il n'en est aucun comme la mélodie authentique, originelle, qui approche aussi près du miracle. Et pourquoi telle suite d'intervalles et de rythmes a-t-elle la faculté de nous émouvoir alors que telle autre nous laisse complètement indifférents ? Pourquoi telle mélodie résiste-t-elle à l'épreuve du temps alors qu'on oublie telle autre sitôt son apparition ? Pourquoi



Mikis Théodorakis est connu comme musicien. Comme homme politique. Comme résistant. C'est, pour les Français, le symbole d'une Grèce douloureuse. Mais c'est aussi un homme qui témoigne. Sur l'Histoire de son pays, sur la politique, mais aussi sur l'art et la culture. Le passage de son dernier livre, « Culture et dimensions politiques », (Flammarion) que nous publions cette semaine, n'a pas été choisi dans les pages « politiques », mais culturelles. Il montre que la musique n'est pas seulement un bruit, mais une dimension de chacun de nous qu'il convient de respecter.

tel mode de succession des sons musicaux éveille-t-il en nous des sentiments de joie et d'enthousiasme, alors que tel autre nous porte à la tristesse et au désespoir ?

A toutes ces questions il n'est, à mon avis, qu'une seule réponse : l'authenticité, la portée révélatrice de la mélodie se trouve organiquement liée à la sensibilité humaine de sorte qu'elle fait vibrer celle-ci selon la charge émotionnelle qu'elle contient. Et ne peut-on à ce propos parler de miracle comme pour la naissance de la vie elle-même, depuis le monde végétal jusqu'au monde animal le plus évolué ? Aujourd'hui encore, les masses restent profondément attachées à ces miracles mélodiques.

Naturellement les « fabricants » que nous avons évoqués plus haut tentent d'expliquer ce phénomène d'une tout autre manière. Ils parlent de « facilité », de « sous-développement culturel » des masses, alors qu'il s'agit plutôt d'un signe de santé psychique et d'une sensibilité intacte et que n'a pas encore pervertie le climat malsain des cénacles. Ces derniers sont condamnés aux impasses idéologiques et aux angoisses de l'impuissance à créer. Toujours débordés par la vie, les voici déjà rejetés par l'histoire à mesure qu'elle poursuit sa course irréversible.

Pour me résumer, je crois donc que le musicien véritable est celui qui est capable de faire naître des mélodies originelles et pures, à l'exemple d'un Monteverdi, d'un Bach, d'un Mozart ou d'un Beethoven dans le passé, d'un Stravinsky, d'un Prokofiev, d'un Webern, d'un Chostakovitch, d'un Gershwin, d'un Tsitsanis, d'un Hadjidakis ou d'un Dylan plus récemment.

Par conséquent, devons-nous nous en tenir à la mélodie ?

Je réponds oui ! sans hésitation. Oui, comme l'on fait Vivaldi et Bach. La musique contemporaine devra s'adresser aux masses en s'appuyant fermement sur la révélation mélodique. Elle retrouvera ainsi un cycle parcouru dans le passé, alors qu'elle avait pour seul public le sommet de la pyramide sociale. Mais cette fois la pyramide tout entière sera concernée, peuples et classes confondus. Le point de départ étant celui de la chanson populaire, les compositeurs devront viser des formes musicales toujours plus élaborées, en étendant et en approfondissant leur contenu, mais à la condition essentielle d'entretenir à chaque instant un dialogue créateur et direct avec le peuple. La musique devra refléter les idées et les sentiments de notre époque. Intégrer tous les bruits authentiques qui ne se réduisent pas seulement à ceux des machines ou des cités mais doivent également s'identifier aux résonances de l'âme en ce XXe siècle, une âme remplie de drames puissants et lumineux où se joue l'avenir de notre espèce, remplie aussi de toutes les conquêtes que l'esprit a su s'assurer jusqu'à nos jours. Et la musique devra revêtir ces bruits de la durée et du rythme de notre époque. »

Jamais deux sans trois

Le 31 décembre 1972 les habitants de la région parisienne, du Nord, d'Alsace et de Lorraine pourront découvrir les premières émissions de la 3e chaîne couleur. Son promoteur : Jean-Louis Guillaud, 43 ans, ancien chargé de mission au Cabinet de Georges Pompidou et anti-gréviste de choc en 1968.

Pourquoi une nouvelle chaîne ? Guillaud répond : « Le public de la télévision est un public majeur, c'est-à-dire qu'il a le droit de pouvoir choisir selon son gré entre plusieurs programmes complémentaires ». Noble propos, joli programme. Quel dommage que l'O.r.t.f. n'en ait pas fait la preuve plus tôt. Les employés de l'O.r.t.f. sourient quand ils se souviennent du rôle de Jean-Louis Guillaud en mai 1968. En fait, la réalité promise semble tout autre : il s'agira de quadriller l'opinion une fois de plus par un appareil tout neuf, aux ordres du pouvoir. Et pour le grand profit des trusts de l'électronique.

Mais la 3e chaîne veut aussi affirmer sa vocation régionale. Là est son astuce, son alibi. Les stations régionales de Lille et de Marseille ont déjà réalisé la moitié des émissions produites par l'Office pour cette chaîne. En 1973, elles produiront 200 émissions, soit 291 heures d'antennes. Lyon deviendra ainsi le 3e centre de productions régionales, disposant lui aussi d'équipes permanentes et de moyens matériels importants.

Mais le libéralisme du pouvoir sait s'arrêter où il faut. La décentralisation des réalisations ne s'accompagne en aucun cas d'une décentralisation des décisions. Les directeurs régionaux ne sont que des commis aux ordres de la direction parisienne. Donc du pouvoir. Leur autonomie est nulle en matière financière, ridicule sur le plan administratif et comique dans l'établissement de la grille des programmes. Il y aura bien entendu des B.r.i. — Bureaux régionaux d'information. Une occasion de plus pour les ministres, députés, maires et conseillers généraux U.d.r. de soigner leur propagande électorale. Arthur Conte a choisi pour les 2 chaînes la médiocrité intellectuelle et l'indigence informative. Le P.d.g. de l'O.r.t.f. explique à qui veut l'entendre que les paysans des Pyrénées-Orientales apprécient cette T.v. Difficile de prendre autant ses électeurs pour des imbéciles. Il n'y a vraiment aucune raison pour que la 3e chaîne apporte en ce domaine quoi que ce soit.



Arthur Conte.

Et puis y aura-t-il vraiment régionalisation : ces stations pourront-elles décider comment « cultiver les valeurs locales sans perdre le souci de l'universalité », selon la belle formule de sa future direction ? Le breton ou le basque, la langue d'oc ou le provençal seront-ils considérés par exemple comme des manifestations de cette « surfolklorisation » qu'Arthur Conte veut éviter ?

« Révéler des talents nouveaux, faire une télévision de l'éveil et de la curiosité », voilà une belle profession de foi. Mais les réalisateurs et les employés de l'O.r.t.f. ont-ils été associés à la création de cette chaîne ?

Depuis 15 ans, le pouvoir aurait pu faire une télévision de « l'éveil et de la curiosité ». Il ne l'a pas fait par lâcheté intellectuelle et malhonnêteté politique. Ce n'est pas à la veille des élections législatives qu'il va commencer.

X. M.

Sarah Bernhardt
THEATRE MUNICIPAL POPULAIRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
location ouverte
887-35-39

à 20 h. 30
en alternance
2 spectacles qui passionnent l'opinion
de Peter Nichols
adaptation Claude Roy - mise en scène Jean Mercure
SANTÉ PUBLIQUE
ou LES AMOURS NOIRES D'UN HOMME EN BLANC
de Pierre Corneille
mise en scène Denis Llorca
LE CID
à 18 h. 30 GUY BEDOS - SOPHIE DAUMIER
Prix normal des places pour les fêtes
Réveillons au Bar-Restaurant-Club du Théâtre.

Télé-sélection

VENDREDI 29 DECEMBRE 1972

« Rio Bravo » d'Howard Hawks avec John Wayne, Dean Martin et Angie Dickinson. Un des sommets du western (20 h 30, ch. 1).

SAMEDI 30

« Les Thibault » 2e épisode. Des intrigues se nouent... (20 h 30, ch. 1).

J.C.'s Follies of 1930. Les années 30 vues par Averty (22 h, ch. 1).

DIMANCHE 31

Caméra au poing : « Nos amis les

Ce peuple maudit...

Il manquait à « l'Unité » une chronique de télévision. Nous l'avons confiée à Nicolas Brimo parce qu'il a 22 ans et que la Télé c'est d'abord l'affaire de sa génération.



Encore des rois, des princes et des princesses.

Une fois par an, la télévision se saisit de l'Histoire, fait confectionner de magnifiques costumes, loue aux antiquaires un mobilier d'époque, mobilise les comédiens du Théâtre français. Et réalise pour les fêtes une grande série historique. Question de prestige.

Cette année, ce sont « Les Rois maudits » de Maurice Druon. Ces rois, Philippe le Bel et Louis le Hutin, maudits au feu de l'enfer par le grand maître des Templiers du haut de son bûcher. Et puis, il y a aussi Clémence de Hongrie et Marguerite de Bourgogne, les conseillers du roi Marigny et Valois, les cachots suintants du Châtelet de la Tour de Nesle. L'O.r.t.f. tient là six épisodes de presque deux heures. Un film où la fin lamentable des Capétiens sombre dans le mélodrame sanglant.

La réalisation de Claude Barma est bonne, souvent intelligente. L'interprétation valable, quoiqu'un peu forcée. Mais il manque à cette série, à ces tableaux de mœurs, l'essentiel : le peuple français.

Ces rois, seuls, enfermés dans leur majesté théâtrale, dans leurs adultères et leurs conflits d'alcôve, ne sont qu'objets de littérature douteuse. De là vient sans doute le sentiment de frustration que beaucoup ont ressenti devant leur petit écran. Philippe le Bel dépend de ses sujets, du monde social qui l'entoure autant que les paysans français de la fin du XIIIe siècle dépendent de lui. Il n'est rien sans eux.

Pour survivre

Ces paysans écrabouillés par les corvées, la taille et la gabelle, par la disette et les crises de chèreté, par les guerres et les rapines seigneuriales. Ces hommes, haricotiers, journaliers, brassiers, vignerons, fagotiers qui vivotent au jour le jour, propriétaires de minuscules parcelles, tenant de dérisoires fermages, prêts et aptes à tous les petits métiers. Pour survivre. Ils sont la France du XIIIe siècle, autant si ce n'est plus que les rois maudits.

N'en déplaise à Maurice Druon, à son habit vert d'académicien, faute de ces hommes, son tableau de rois maudits n'a guère de consistance. Ni de vérité historique. Voir Philippe le Bel constater comme un quelconque Valéry Giscard d'Estaing que « les salaires baissent » prête à rire pour quiconque se souvient de son Mallet et Isaac.

Mais quand une télévision ne montre chaque soir que les discours lénifiants de nos ministres, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle confonde histoire et historiette, histoire du peuple et conflits d'alcôve, qu'elle oublie les Français du XIIIe siècle, comme ceux de 1972.

NICOLAS BRIMO

éléphants » : 3 mois au milieu des troupeaux (19 h 30, ch. 2).

Inauguration de la 3e chaîne (19 h, ch. 3).

Réalité-fiction, autopsie d'un entretien et d'un réalisateur. Ce soir Serge Moatti (20 h 30, ch. 3).

LUNDI 1ER JANVIER 1973

« Carmen » de Georges Bizet. Dirigée par Herbert Von Karajan, une merveilleuse cantatrice noire : Grace Bumbry (16 h 55, ch. 1).

« Le Guépard » de Luchino Visconti avec Burt Lancaster, Alain Delon et Claudia Cardinale. La fin d'un monde (17 h 05, ch. 2).

Groucho et moi. Le dernier des Marx présenté par Louis Malle (21 h 15, ch. 2).

MARDI 2

« Le train sifflera trois fois » de Fred Zinneman avec Gary Cooper et Grace Kelly. Et un débat sur le western (20 h 30, ch. 2).

MERCREDI 3

« Un attentat à Marseille » réalisé par Daniel Costelle. Témoignages et documents sur l'assassinat d'Alexandre Ier de Yougoslavie le 19 octobre 1934 à Marseille (19 h 40, ch. 3).

« En remontant le Mississipi » avec les musiciens noirs (21 h, ch. 3).

JEUDI 4

La parole est aux grands partis politiques : le Parti socialiste dispose d'un petit quart d'heure tous les trois mois pour exposer son programme (19 h 25, ch. 1).

Magazine de grand reportage « 52 » : l'actualité sur la 3e chaîne (21 h, ch. 3).

Le piège de l'atome

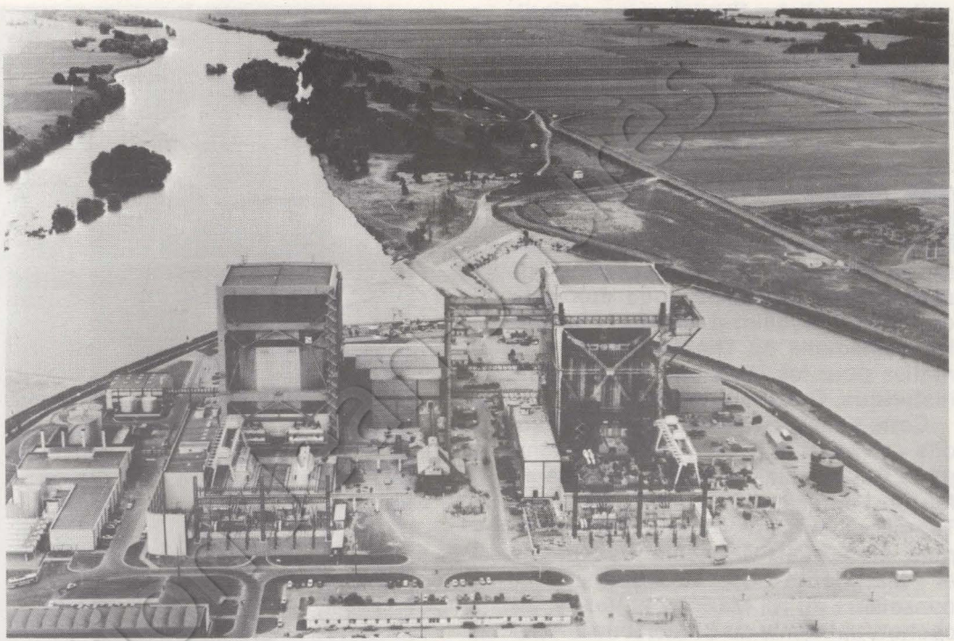
Il y a vingt-cinq ans, au lendemain du largage de la première bombe A sur Hiroshima, le « nucléaire » était le domaine de la terreur. Choqués, les peuples ne comprenaient plus. D'un côté les camps nazis, l'homme au-dessous de l'homme, de l'autre une bombe, une seule et deux cent mille morts. Tant bien que mal les peuples se sont habitués. Pour les y aider, on leur a proposé un rêve : l'énergie à bas prix, partout, sans limite. Face au drame, la lumière.

C'est dans les mois qui suivirent l'explosion d'Hiroshima que fut produite — aux U.s.a. — pour la première fois de l'énergie électrique de source nucléaire. Le réacteur EBR 1, construit sous l'impulsion du Dr Zinn, apportait la grande nouvelle. L'Atome tue, mais il peut être aussi pacifique. La nouvelle était de nature à frapper les imaginations. C'était la promesse d'un nouvel âge d'or, qui allait dédommager l'humanité de toutes ses angoisses. Les mythes naissent presque toujours d'un traumatisme psychologique collectif.

Et celui de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique prit forme. Pêle-mêle on promit aux peuples de l'énergie, mais aussi le dessalement de l'eau de mer, la propulsion des navires, l'amélioration des variétés végétales, la suppression des insectes, la radiothérapie, les radio-éléments. L'atome devenait la plus grande aventure humaine, la physique nucléaire attirait les étudiants. Demain on allait raser gratis.

Pas inépuisable

Très vite l'utilisation pacifique de l'énergie atomique se révéla plus délicate que prévue. Faire fonctionner au ralenti une bombe n'est pas un exercice facile. Mais nous étions pris au piège. C'est que la faim d'énergie de notre société est immense. En 1900, la production mondiale d'énergie équivalait à 6 billions de kilowatts-heure de chaleur. En 1955, à 26 billions de Kwh. Aujourd'hui, elle est d'environ 50 billions. Elle aura triplé d'ici à l'an 2000. Or les réserves connues de charbon, de pétrole ou de gaz ne sont pas inépuisables. Jusqu'à la fin du siècle, pas de problème pour le gaz et le pétrole. Mais après... Si pour le charbon les réserves sont plus confortables, il n'empêche que, si l'électricité devait continuer de croître comme elle le fait depuis le début du siècle, il est indispensable de trouver d'autres sources d'énergie.



Centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux.

Le pari atomique ayant été fait, le mythe de l'atome jouant à plein, on construisit des centrales. Dans le monde, 102 sont en service, 131 en construction. Or, si les frais de fonctionnement d'une centrale nucléaire semblent à moyen terme inférieurs à ceux d'une centrale classique, l'investissement initial est plus élevé. Seules, les entreprises géantes des pays développés pouvaient espérer participer à la guerre industrielle qui allait se déclencher. Et seules, les entreprises américaines pouvaient espérer la gagner. Ce qui arriva.

La première manche de l'atome civil, celle des filières, fut enlevée par Westinghouse et General Electric. La deuxième manche, celle du combustible, n'est pas encore jouée. Les filières U.s. utilisent de l'uranium enrichi à un taux plus faible que l'uranium « militaire ». Actuellement les seuls moyens de production d'uranium utilisable dans les centrales à filières U.s. sont les usines U.s. Et les usines soviétiques. Alors la « guerre » continue. Le gouvernement français tente de se placer sur le marché. La troisième manche, celle des surgénérateurs — ou réacteurs rapides — n'en est qu'au stade de la recherche. Phénix, le prototype français, n'entrera en

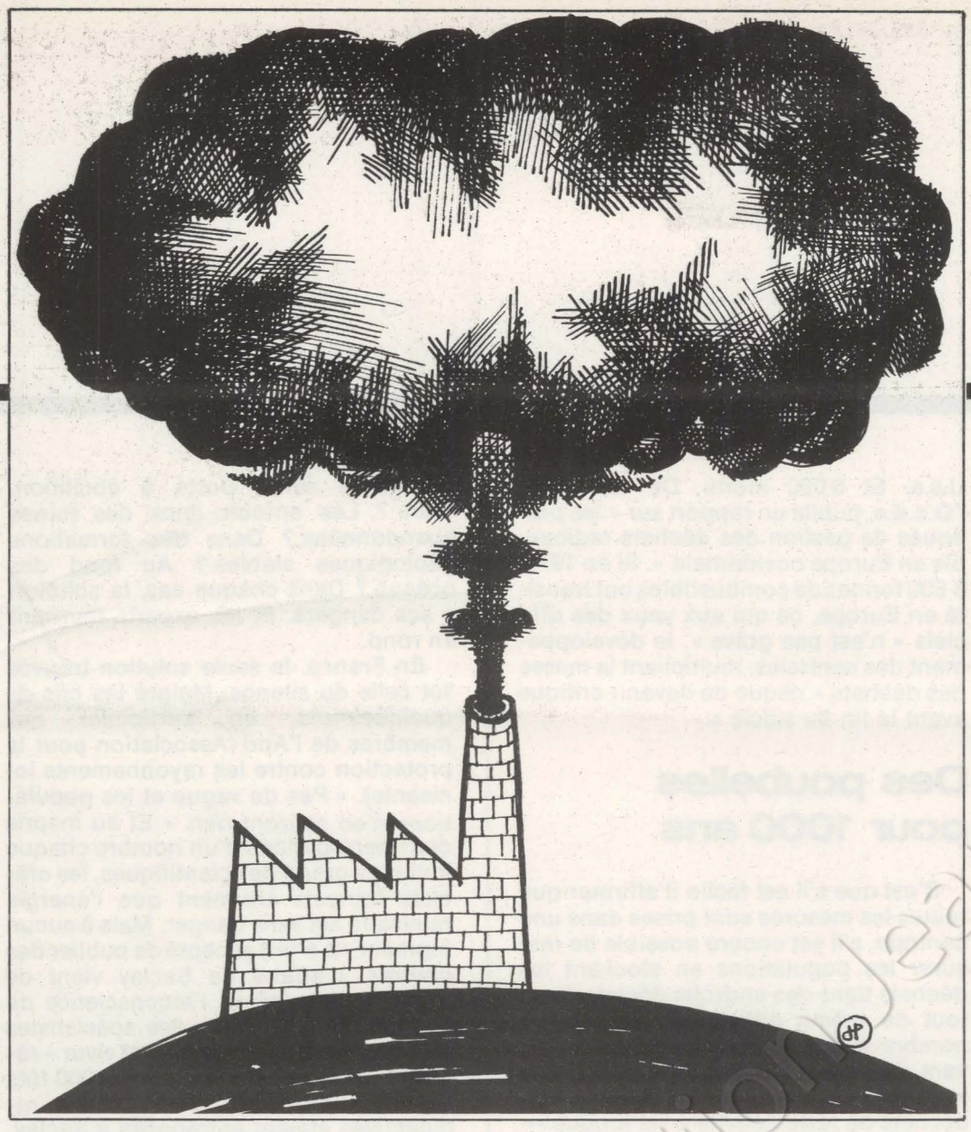
482 000 ans ...

L'énergie nucléaire provient de la libération de l'énergie de liaison maintenant la cohésion du noyau de l'atome. La fission complète d'un kilogramme de charbon libère une quantité de chaleur égale à celle produite par la combustion de 3 000 tonnes de charbon.

Un réacteur comprend un cœur — qui contient le combustible — un fluide de refroidissement pour évacuer la chaleur, un mécanisme servant à régler la puissance.

La radioactivité émise à partir de la fission d'un noyau subsiste jusqu'à ce que la totalité de l'énergie ait été émise. Le rayonnement d'un corps varie de quelques fractions de seconde à des millions d'années. Dans le cas du plutonium 239, il faut attendre 482 000 ans pour que le rayonnement soit considéré comme négligeable.

L'action du rayonnement sur les cellules humaines est mal connue. Pour Gofman et Templin une augmentation d'un rad entraîne une augmentation de 2 % de la fréquence des cancers.



compétition qu'en 1973, la construction d'un surgénérateur commercial, pas avant 1985.

Le frein de la pollution

Les promesses de 1945 n'ont pas été tenues. En 1970, la capacité installée d'origine nucléaire par rapport à la production totale d'électricité n'était que de 10 % en Grande-Bretagne, 7,5 % en France, 5 % aux U.s.a. C'est peu par rapport aux rêves. Et aux investissements. C'est que rien ne fut simple. D'abord il y eut les militaires, leur goût du secret, leurs exigences qui ralentirent la recherche. Puis il y eut les difficultés technologiques. Puis les coûts exorbitants qui freinèrent l'installation de centrales. Enfin, dernier frein, la pollution.

Car si durant des années les peuples s'élevèrent contre les essais nucléaires, la signature des accords de Moscou, le 5 août 1963, démobilisa la plus grande partie de l'opinion. C'est qu'une bombe c'est Hiroshima, alors qu'une centrale... Les retombées des explosions avaient accumulé dans notre environnement des poisons mortels. Le 12 octobre 1964, le président Johnson soulignait le caractère urgent de cet accord : « Des poisons radioactifs commençaient à menacer la sécurité de l'homme dans le monde entier et constituaient un danger grandissant pour la santé de chaque enfant à naître. » Linus Pauling, deux fois prix Nobel, s'était efforcé de chiffrer les conséquences génétiques prévisibles de ces retombées. Pour les explosions ayant eu lieu avant la signature de l'accord, « 16 millions d'enfants souffriront d'infirmités mentales et physiques, seront morts-nés ou mourront en bas âge. 160 000 enfants seront frappés à la première génération, mais le mal continuera, avec une légère atténuation de génération en génération, pendant des milliers d'années. »

Mais le 6 août 1963, les peuples crurent le cauchemar fini. Ils oubliaient simplement que les industriels allaient prendre le relais des militaires, les scientifiques demeurant un alibi — la recherche, l'avenir, l'aventure humaine — les économistes une justification — les besoins, le mieux-être, les coûts.

L'histoire du C.e.a.

L'histoire du C.e.a. (Commissariat à l'énergie atomique) est à cet égard révélatrice. En octobre 1945, lors de sa création, il était la clef de l'avenir. Il devait conjurer pour toujours la crainte de voir s'épuiser les sources d'énergie, assurer l'indépendance de la France. 25 ans plus tard, la France a adopté les techniques américaines, l'industrie nucléaire passe peu à peu sous le contrôle de firmes multinationales, la force de frappe est de toute évidence inutile, la recherche fondamentale est freinée car elle coûte



Evacuation d'un fût de déchets radioactifs.

cher et n'apporte pas les résultats escomptés. Mais on construit des centrales. Et dans le même temps, on ferme des puits de mines sous le prétexte qu'ils ne sont pas rentables. Le seul ennui c'est que les calculs de rentabilité ne prennent pas en compte la face cachée de l'atome pacifique :

— la contamination radioactive résultant des rejets gazeux ;

— les dangers toujours possibles d'accidents ;

— l'insoluble problème de l'élimination des déchets radioactifs.

Les premiers cris d'alarme furent poussés par les biologistes. En France ce fut Jean Rostand : « En dépit de l'optimisme technologique, nombre de biologistes restent obstinément inquiets car ils savent bien, malgré tous les apaisements qu'on tâche de leur donner, que ces centrales portent en elles de redoutables dangers potentiels, dont l'actualisation dépend de circonstances difficiles à prévoir : fonctionnement incorrect ou discontinu des réacteurs, étanchéité imparfaite des réservoirs de stockage pour les déchets, etc. ».

C'est que des études faites aux U.s.a. sont inquiétantes. En réponse aux affirmations de physiciens de l'Atomic Energy Commission (A.e.c.) — ou du C.e.a. « Certes les centrales libèrent de la radioactivité, mais à des doses si fai-

→

bles qu'elle est inoffensive », deux scientifiques travaillant pour l'A.e.c. — un physicien et un biologiste — John Gofman et Arthur Tamplin lâchent une bombe : « Il n'y a pas de dose de radiation inoffensive ». Tamplin et Gofman vont affirmer que les normes admises — une dose annuelle de 0,5 rem pour un individu, une moyenne de 0,17 rem sur l'ensemble de la population — sont responsables de 32 000 cancers chaque année aux U.s.a. La campagne anti-nucléaire se déchaîne. Les écologistes américains ne sont plus seuls. Malgré les dénégations des officiels, des projets de construction sont bloqués. Des Etats prennent des mesures draconiennes. Le Minnesota impose des normes 50 fois plus sévères que celles de l'A.e.c. ; le Maryland, des normes 100 fois plus sévères.

Puis c'est le tour de la vénérable Académie nationale des sciences U.s. : dans un rapport publié en novembre dernier, des spécialistes affirment que le respect des standards actuels peut provoquer jusqu'à 27 000 malformations congénitales par an aux U.s.a. Et 6 000 morts. De son côté, l'O.c.d.e. publie un rapport sur « les pratiques de gestion des déchets radioactifs en Europe occidentale ». Si en 1970, 6 500 tonnes de combustibles ont transité en Europe, ce qui aux yeux des officiels « n'est pas grave », le développement des centrales, multipliant la masse des déchets « risque de devenir critique avant la fin du siècle ».

Des poubelles pour 1000 ans

C'est que s'il est facile d'affirmer que toutes les mesures sont prises dans une centrale, s'il est encore possible de rassurer les populations en stockant les déchets dans des endroits déserts, il est tout de même difficile de trouver en nombre suffisant des « poubelles » devant durer jusqu'à 1000 ans. Car il n'y a aucun traitement possible. Les déchets de forte activité à vie longue — en général des liquides — sont conservés dans des cuves en acier inoxydable constamment refroidies. La radioactivité est telle que sans cette « précaution » le liquide serait porté à ébullition. Alors ? Les enfouir dans des mines abandonnées ? Dans des formations géologiques stables ? Au fond des océans ? Dans chaque cas, la solution a ses dangers. Et les experts tournent en rond.

En France, la seule solution trouvée fut celle du silence. Malgré les cris de quelques-uns, en particulier des membres de l'Apri (Association pour la protection contre les rayonnements ionisants). « Pas de vague et les populations n'en sauront rien. » Et au mépris des interrogations d'un nombre chaque jour plus grand de scientifiques, les officiels français affirment que l'énergie nucléaire est sans danger. Mais à aucun moment, ils n'ont accepté de publier des chiffres. L'affaire de Saclay vient de montrer jusqu'où va l'inconscience de certains. Il a fallu que des spécialistes de l'organisation « Survivre et vivre » révèlent, photos à l'appui, que 18 000 fûts de béton contenant des matières radioactives étaient entreposés à Saclay, que plus de 500 d'entre eux étaient fissurés, pour que les fûts — stockés à côté d'un centre aéré pour enfants — soient transportés ailleurs. A La Hague, plus exactement, ce qui a permis de dire aux responsables de Saclay : « C'est la société Infratom qui sera chargée du stockage ; ses procédés ne seront peut-être pas meilleurs que les nôtres, mais ce sera désormais son affaire et non pas la nôtre ».

En d'autres termes, les enfants de Saclay ne seront plus irradiés, ceux du Cotentin, oui. Mais ils sont moins nombreux et leurs parents font moins de bruit. Ce qui n'est pas sûr. Car existe dans le Cotentin un comité contre la pollution atomique qui se remue. Dénonçant les dangers que fait courir à la population la « poubelle atomique de l'Europe », il a obligé le C.e.a. à tenter auprès des élus et de la population une opération de charme. Et quelques pres-

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

RESTAURANT
L'ATLANTIQUE
Son plateau de fruits de mer
Son bar grillé sur fenouil
Son gratin de lasagne aux fruits de mer
Sa pièce de bœuf au poivre vert
La glace aux fruits d'Alietto
51, Bd de Magenta - PARIS 10e
Téléphone : 208.27.20



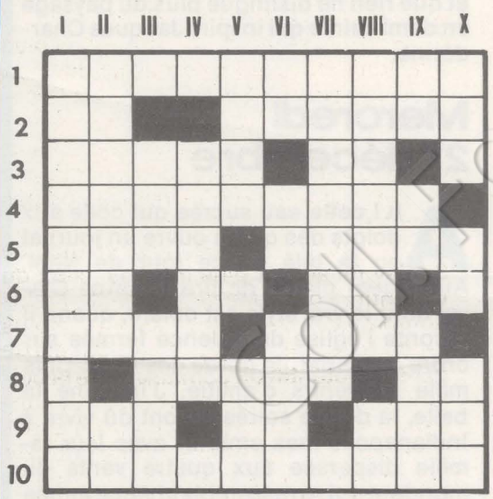
Manifestation contre la centrale de Fessenheim en Alsace.

sions aussi. Pour le charme, les discours habituels sur la sécurité. Pour les pressions, les menaces sur l'emploi. Mais les discours sur la sécurité n'impressionnent plus grand monde. C'est que depuis deux ans, on a appris — par les Américains — que la sécurité des centrales n'était pas aussi sûre que ça. De multiples incidents ont eu lieu. Aux U.s.a., en Espagne et en Suisse, des déformations « mystérieuses » des gaines et du combustible ont été décelées. Et ces déformations sont suffisamment inquiétantes pour que certains spécialistes proposent de cesser de construire des centrales puissantes. Et d'autres, sensibles aux arguments montrant que nul ne sait comment fonctionnerait le système de secours, proposent un moratoire interdisant toute nouvelle construction en attendant de mieux connaître les phénomènes incriminés. L'A.e.c., pour sa part, a décidé de réduire de 20 % la production d'électricité des centrales. Pour abaisser la température de la pile.

En France on continue à ne rien dire, à stocker des déchets, à construire des centrales. Des centrales à filières U.s., de surcroît. Ce que l'industrie américaine ne peut plus placer chez elle, elle le vend chez nous. En attendant de trouver un moyen pour diminuer les protestations. Ce moyen, la société Westinghouse pense l'avoir trouvé. Puisque les gens protestent lorsque l'on construit une centrale chez eux, il suffit de la construire là où il n'y a personne. Pas d'habitants, pas de propriétaires. Une seule solution : construire en mer. Et les centrales flottantes, construites à la chaîne, seraient remorquées jusqu'au lieu d'implantation. Tout est bénéfices : pas de terrain à acheter, moins de protestations, un refroidissement bon marché, une fabrication standard. Et si les Américains protestent encore, on trouvera bien le moyen de vendre ces « îles » aux Français...

GUY PERRIMOND

Mots croisés



PROBLEME N° 45

HORIZONTALEMENT :

1. Il est préférable qu'il ne soit pas dans son assiette, il serait déçu. — 2. Consonnes roulantes. Fut découverte en 1781. — 3. Construit. En rogne. — 4. On y passa un bien triste Noël. — 5. Son coup peut valoir un bon déplacement. Il était obsédé par les poitrines. — 6. Vieille ville. Va en Angleterre. Fin de série. — 7. Les Prussiens y prirent la pâtée. Ses yeux inspirèrent le poète. — 8. Crie en gémissant. Convient. — 9. Règle nécessaire. Direction. Circulent en Roumanie. — 10. Son travail consiste à faire marcher les autres.

VERTICALEMENT :

1. Quand certains la mangent, ce sont les autres qui ne la digèrent pas. — 2. Son but, il le surveille, il s'en approche, mais ne l'atteint pas. Source de médisances. — 3. Adverbe. Fait tort. — 4. Tumulus. — 5. Refuser. Eroda. — 6. Mis en pièces, il n'a rien perdu. Le premier. Veillait sur celui qui portait la culotte. — 7. Fait fumer chez les Arabes. — 8. Les éléphants suivent cet ordre. Article. — 9. Déplacé. Symbole chimique. Reconnaissance. — 0. Existe. Vieille « ville d'eau » ! Si vous l'avez, précisez de quoi !

SOLUTION DU PROBLEME N° 44

HORIZONTALEMENT : 1. Immobilité. — 2. Noires. Un. — 3. Tinctorial. — 4. Chétif. — 5. Isée. Sis. — 6. Gousset. Se. — 7. RT. Raton. 8. Na. Rempart. — 9. Médée. — 10. Elire. Sali.

VERTICALEMENT : 1. Intrigante. — 2. Moi. SO. — 3. Minceur. Mi. — 4. Orchestrer. — 5. Bête. Ede. — 6. Isotherme. — 7. Ri. Tapés. — 8. Ifs. Ta. — 9. Tua. Isorel. — 10. Enlisent.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet, André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité Commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-8e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

Ma part de vérité

Météores

Samedi 23 décembre

Il était entendu depuis octobre que j'affronterais Valéry Giscard d'Estaing « A Armes égales », en janvier. Mi-décembre, les réalisateurs m'ont informé que le ministre des Finances déclarait forfait. Aucune raison ne m'a été fournie de cette dérobade et je n'ai reçu d'excuses de personne. On dit que le duel Gaston Defferre-Edgar Faure aurait incité le président de la République à interdire aux membres du gouvernement tout face à face avec l'opposition. Cette hypothèse, plausible, me réjouit. Elle souligne, si besoin est, le succès de Gaston Defferre dont j'entends l'éloge partout où je me rends. J'étais si sûr de ce succès, bien que je connusse les ressources d'Edgar Faure, que j'avais demandé à notre ami de retarder un voyage en Chine organisé de longue date et qui l'eût empêché de prendre part à l'émission. Rien ne traverse mieux l'écran de télévision que la force de conviction. Gaston Defferre, qui avait assuré ses arrières en abattant un énorme travail préparatoire, n'avait plus qu'à laisser aller son envie d'en découdre. Il l'a fait avec cette justesse de ton qu'aucun orateur n'inventera jamais et qui est signe d'harmonie, d'équilibre intérieur, de paix avec soi-même. Il peut se vanter en tout cas d'avoir troublé le camp adverse au point d'y provoquer le désordre et le doute.

Giscard d'Estaing hors jeu, je me déclarai prêt à rencontrer Jacques Chaban-Delmas ou, à défaut, Maurice Couve de Murville. Du quai Kennedy ne me parvint en réponse qu'une supplication muette d'avoir à rengainer ce genre d'initiatives. Imaginez la forêt de bras levés au ciel ! Il m'arrive de me plaindre de la télévision et de lui reprocher l'avarice de ses ondes dès qu'il ne s'agit plus de servir la cause de la majorité : mais, dans les cercles de l'enfer où le régime expédie ses damnés, moins confortable encore que le mien me semble être l'état d'ancien premier ministre. M. Pompidou a échappé comme on sait au triste sort auquel le destinait son long séjour à Matignon. Il n'est pas donné à tout le monde de gagner le paradis en baisant la mule du Pape. Michel Debré s'est tiré d'affaire au cordeau, grâce au don inimitable qu'il possède de composer avec intransigeance. Pour les deux autres, pas de remise de peine en vue ! La grâce présidentielle se fait plutôt rare ces temps-ci. On m'a, en revanche, proposé Jean Lecanuet. En d'autres circonstances, j'aurais accepté de grand cœur. Mais d'ici aux élections je préfère m'adresser à la majorité, si provisoire soit-elle. En mars elle aura géré le pays pendant près de quinze ans : de quoi se dire beaucoup de choses. Le nom d'Alain Peyrefitte est alors sorti du chapeau. Quoiqu'un peu fatigué du cirque j'acquiesçai. Avec son lapin, son cobra, sa faucille et ses roses, avec son auto-stop et son mort en sursis, Alain Peyrefitte, préposé aux facéties, m'aurait distrait. Las, s'il aime envoyer ses compliments par voie de presse, le champ clos du studio sied mal à ce timide. A son tour il se récusa. C'est ainsi qu'apparut celui que l'Elysée avait en secret choisi depuis le premier jour, Alexandre Sanguinetti, ce Murat d'après Waterloo en peine, en panne de royaume, dont je connais le talent original et vigoureux. Je posais deux conditions : qu'il s'exprimât au nom de l'U.d.r. et qu'il engageât la majorité. Ces conditions remplies, va pour Sanguinetti ! Telle est la petite histoire qui trouvera sa conclusion le 10 janvier.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Dimanche 24 décembre

J'arrive de nuit dans les Landes. L'herbe givrée craque sous le pied. L'océan bouge tout à côté et respire comme un phoque enrhumé. Un mage ne s'y reconnaîtrait pas tant il y a de chemins éclairés dans le ciel. Je regarde le baudrier d'Orion dont le signe familier me ramène toujours à la Croix de Touvent, ce petit triangle de terre qui ne figure sur aucune carte de l'Angoumois et d'où je prenais, enfant, les mesures de l'infini. Mon frère Robert m'apprend précisément qu'un météorite d'environ une tonne, le plus gros qu'on eût découvert en Europe au cours de ce siècle, est tombé près de notre maison d'autrefois. Nous rêvons de ce visiteur de l'espace qui fut étoile, un instant, et que rien ne distingue plus du paysage en demi-teinte qui inspira Jacques Chardonne.

Mercredi 27 décembre

Ah ! cette eau sucrée qui colle aux doigts dès qu'on ouvre un journal ou la télé en ce jour de Noël. Aussi quel plaisir de lire Maurice Clavel dont le vrai style est colère, quand il raconte l'église de Valence fermée sur ordre du Christ. Je garde des Etats-Unis mille souvenirs d'amitié. J'imagine la belle, la douce soirée qu'ont dû vivre à Indianapolis mes amis D. avec leur famille dispersée aux quatre vents du monde et qui se rassemble chaque année pour une nuit, cette nuit-là. Ce ne sont pas des gens mièvres. Ils économisent les mots, surtout ceux qui, dans l'exacte acception du terme, trahissent l'émotion. J'aurais dû leur écrire. J'attendrai. Que dire à un Américain, fût-ce le plus proche, le plus cher ? Les B 52 sillonnent le contre-ciel, par-dessus les faubourgs d'Hanoï. Etoile, pluie de feu, mort, silence, ils célèbrent à leur manière la naissance du sauveur qu'ils appellent pain de vie.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT